

*Proletaires
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste léniniste

5F

N°42

pour le socialisme

SEMAINE DU 14 AU 20 MAI 1981



**Giscard est battu
mais rien n'est réglé**

Publié par
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !
Organe central
du Parti
communiste français
régional délégué

pour le socialisme

HEBDOMADAIRE

SEMAINE DU 14 AU 20 MAI 1981

N° 42 - 5 F

Directeur de publication : R. Rodriguez

Commission paritaire : n° 62 712

Imprimerie IPCC (Paris)

Pour toute correspondance
écrire à :

POUR LE SOCIALISME
c/o FRONT ROUGE
BP 68
Paris 75 019

Compte bancaire :
BNP 271 - 659 - 66

Abonnez-vous
à *Pour le Socialisme*

Publié par
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !
Organe central
du Parti
communiste français
régional délégué

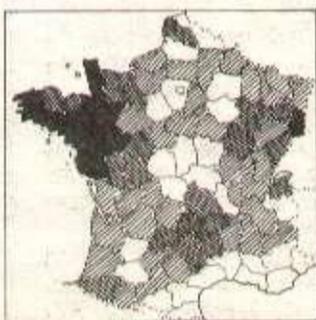
pour le socialisme

20 numéros : 100 F
1 an : 200 F

SOMMAIRE

4-5 politique

LA PROGRESSION DES SUFFRAGES DE MITTERRAND : Où la poussée des voix de François Mitterrand a-t-elle été la plus forte ? Comment se sont effectués les reports à gauche et à droite ? Notre analyse du scrutin, une comparaison avec 1974.



6 politique

LA JOIE D'AVOIR BATTU GISCARD : La soirée où l'on a appris qu'enfin la droite était battue.



7-8 politique

LE FIGARO M / LE FIGA

A dix jours de l'élection présidentielle
Intentions de vote : dernier sondage avant le premier tour
● Giscard 27,5 % ● Mitterrand 22 %
● Chirac 19,5 % ● Marchais 18,5 %

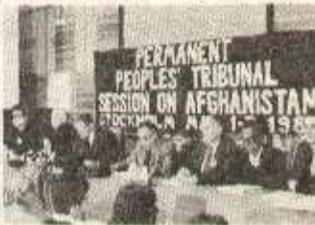


SONDAGES : LA BOULE DE CRISTAL ? Les sondages avaient vu juste pour les résultats du second tour, mais s'étaient trompés de façon importante sur ceux du premier, pour ce qui concerne le score du PCF. Quelle foi peut-on accorder à ces instruments d'analyse ?

9-10 politique

REUNION-DEBAT POUR UNE GAUCHE NOUVELLE A PARIS : De nombreuses composantes de la gauche nouvelle à constituer se sont réunies le 6 mai à Paris, devant une salle archi-comble. Nous publions le texte de l'intervention du PCR à cette réunion.

11-12 inter



L'URSS CONDAMNEE AU TRIBUNAL DES PEUPLES DE STOCKHOLM : Le Tribunal des Peuples a caractérisé l'intervention soviétique en Afghanistan comme « un crime contre la paix internationale ». Notre compte-rendu des débats.

13-14 inter



QUESTIONS BASQUES : Nous poursuivons notre série sur la réalité politique du Pays Basque. Cette semaine, une interview d'un membre du comité exécutif du Parti de la Révolution basque.

14-15-16 inter



LEÇONS DE L'EXPERIENCE PORTUGAISE : Quels sont, pour la révolution en France, les enseignements de la Révolution des Oeillets ? Une interview exclusive d'Otelo de Carvalho.

Giscard est battu, mais rien n'est réglé

Le PCR communique

Le PCR se félicite de l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République. Ce succès exprime de la façon la plus nette un désaveu de la politique réactionnaire menée depuis tant d'années par la droite au pouvoir.

La défaite de Giscard sanctionne sa politique de chômage, d'austérité, d'atteinte aux libertés et illustre la forte volonté de changement qui existe dans notre pays.

Certes, le succès de François Mitterrand ne saurait à lui seul suffire à changer la société. Mais il crée des conditions plus favorables pour le succès des luttes et la satisfaction des revendications populaires. En ce sens, il représente un premier pas pour tous ceux qui aspirent à une transformation en profondeur de notre société et auxquels il appartient aujourd'hui de se rassembler pour construire une gauche nouvelle capable de porter une véritable alternative socialiste.

GISCARD-Barre s'en vont... Il faut avoir participé aux manifestations d'allégresse de dimanche soir dans toute la France, pour saisir à quel point était attendue la bonne nouvelle, au plus profond des forces dynamiques de ce pays.

Dès lundi, partout la discussion s'est engagée ; d'aucuns croyaient la parole éteinte par 7 ans de domination arrogante et sans partage ; en 24 heures, la politique l'a réveillée. Chacun fait ses comptes et s'interroge.

De fait, les deux tours de l'élection présidentielle et la victoire de Mitterrand changent le paysage en profondeur.

A droite, la défaite relance des polémiques, que les tentatives de racolage des voix chiraquiennes par Giscard n'avaient évidemment pas pu faire oublier. Le RPR s'annonce comme le recours d'une droite musclée contre le « désordre ». Le président sorti, entend quant à lui jeter les bases d'un regroupement centriste qui puisse débaucher dans une éventuelle coalition de gauche, aux premières difficultés. Dans cette demi-débâcle, les députés de l'ex-majorité tentent de sauver les meubles.

De ce côté-là, pour l'instant en tout cas, les législatives sont mal engagées... Dans tous les cas, les uns et les autres auront du mal à faire oublier qu'au **parlement** ils sont restés solidaires dans la conduite d'une politique antipopulaire, autoritaire et répressive.

Côté vainqueur, le PS a bien évidemment le vent en poupe : il s'annonce intranquille pour toute négociation électorale à venir. Tant et si bien que le PCF, inquiet du sort de ses 86 députés, préfère ne pas poursuivre, dans l'état actuel des choses, sur le registre de la campagne Marchais : pour l'instant, l'essentiel est de coller au peloton, d'être dans le coup. En se réinscrivant dans la dynamique unitaire, il entend reprendre une partie du terrain perdu au premier tour : le calcul contraire serait absurde. Combien y laissera-t-il de circonscriptions ? La leçon du 27 avril l'incite évidemment à la prudence...

Mais le PCF attend le nouveau pouvoir au tournant : **la sourdine n'est que provisoire** : d'ailleurs le noyau dur, rameuté par les excès du discours d'avant le 1^{er} tour, et qui semble avoir manifesté ici ou là quelque propension à l'abstention pour le second, ne comprendrait pas qu'il en aille autrement.

Pour tout dire, il est vrai que déjà, quelques déclarations de responsables du PS ne sont pas forcément faites pour rassurer : les appels plus ou moins nets à la constitution d'un pôle centre-gauche, valorisent à l'excès des noms trop anciens ou trop connus pour inspirer confiance... L'insistance sur le passif, l'ampleur de la crise et des difficultés, (par exemple celle de Delors, mardi à *Europe 1*), prolonge de manière inquiétante le flou que tout le monde a observé sur les mesures à prendre sans traîner.

Le problème, c'est clair, n'est pas d'être irresponsable : mais on a trop entendu jouer sous Giscard l'air de l'austérité, pour accepter maintenant celui d'une modération sans conditions.

Des mesures urgentes doivent être prises à propos du SMIC, des prestations sociales et de toutes les allocations qui ont été promises. Sans attendre, des engagements fermes, sous forme de calendrier précis pour l'année 81 doivent être décidés concernant la retraite, la cinquième semaine de congés, les 35 heures sans diminution de salaire, la titularisation des auxiliaires et vacataires, les indemnités de chômage. Il en va de même pour tous les licenciements en suspens, à Manufrance, dans la sidérurgie ou ailleurs.

Enfin, un échéancier précis doit être communiqué, pour la période post-électorale au moins, concernant : l'abrogation des lois Sécurité et Liberté et « anti-casseurs », l'annulation des textes racistes Barre-Bonnet-Stoléru, l'amnistie pour les prisonniers politiques et la réintégration de Colette Meynard.

L'introduction de la proportionnelle pour toutes les élections, locales et nationales, ainsi que des référendums

d'initiative populaire, doit être réaffirmée et planifiée.

Ce sont là des revendications minimales, issues du mouvement populaire, sans lesquelles **toute référence à la gauche perdrait sa signification**. Elles doivent donc être satisfaites.

Comme de tout cela, rien n'est en vérité certain, la constitution d'une puissante force nouvelle à gauche prend une dimension et une urgence particulières :

- Elle seule peut affirmer la volonté largement partagée d'aller plus loin et plus en profondeur dans la lutte anti-capitaliste et dans les changements à opérer.

- Elle seule peut dépasser l'alternative et le chantage trop simpliste qui pointe à l'horizon : « attendre passivement, ou faire le jeu de la droite et du PCF ».

- Elle seule peut, dans la situation actuelle, porter plus avant les courants d'idées et les pratiques qui ont cheminé dans des milliers de luttes et sur tous les terrains depuis 68.

La bataille des législatives peut d'ores et déjà constituer un moment de regroupement :

Le PCR propose que dans toutes les circonscriptions soient présentées des candidatures représentatives non seulement de **toute** l'extrême gauche, mais aussi de vastes secteurs de luttes sociales et des nouveaux mouvements.

Que s'ouvrent, dans cette perspective, des discussions **sans a priori** autour d'un projet clair et simple de mobilisation pour la période à venir intégrant les mots d'ordre essentiels de la situation nationale et internationale.

Giscard a été battu : tant mieux. Un premier verrou a sauté : c'est bien. Le reste dépend maintenant de nous aussi : trop d'occasions ont déjà été perdues. Il n'est pas question de rater celle-ci en abandonnant aux traditionnelles candidatures parasites ou de diversion, un terrain qu'il faut occuper désormais dans l'intérêt réel du mouvement de masse.

Jacques WANDLER

LE DEUXIEME TOUR A AMPLIFIÉ LE REcul DE LA DROITE

Par Nicolas

DUVALLOIS

Le scrutin du 10 mai restera dans les annales à plus d'un titre. D'abord parce que, presque 23 ans jour pour jour après le coup d'Alger qui allait donner naissance à la V^e République, il ouvre une période politique nouvelle, et met fin à la domination éhontée de la droite. Mais aussi parce que le vote de dimanche dernier n'est véritablement comparable à aucun des scrutins, pourtant nombreux, qui ont émaillé l'histoire électorale de ce pays. La seule comparaison qui puisse être risquée, avec 1936, n'est en effet guère valable : cette année-là, la gauche avait certes gagné une élection à caractère national, mais il s'agissait alors d'élections législatives où la victoire avait été essentiellement acquise par le jeu du découpage territorial. Cette fois-ci François Mitterrand l'emporte sans qu'aucune contestation ne soit possible, alors que jamais autant d'électeur ne se sont exprimés. Sa victoire confirme le caractère électoralement majoritaire de la gauche en France, déjà constaté en 1978. Il faut se souvenir en effet qu'il y a trois ans, dans une élection d'un autre type, la gauche avait déjà affirmé son caractère majoritaire, puisqu'au total, lors du premier tour, 13 910 770 personnes, soit 49,4 % de l'électorat exprimé, avaient voté pour l'un de ses candidats, contre 13 509 789 (48 %) ayant voté « à droite » et 718 974 (2,6 %) pour les écologistes. En 1974, le candidat de la gauche n'atteignait au deuxième tour « que » 49,19 % des suffrages exprimés, représentant 12 971 604 électeurs. En termes électoraux donc, la gauche confirme une poussée indéniable.

Une poussée dans les anciens fiefs de la droite

Cette poussée est évidemment confirmée au niveau départemental : dans 91 des 96 départements que compte la France, Mitterrand est en progression par rapport à 1974. Il recule simplement, de moins d'un point, dans les Bouches-du-Rhône, l'Ariège,

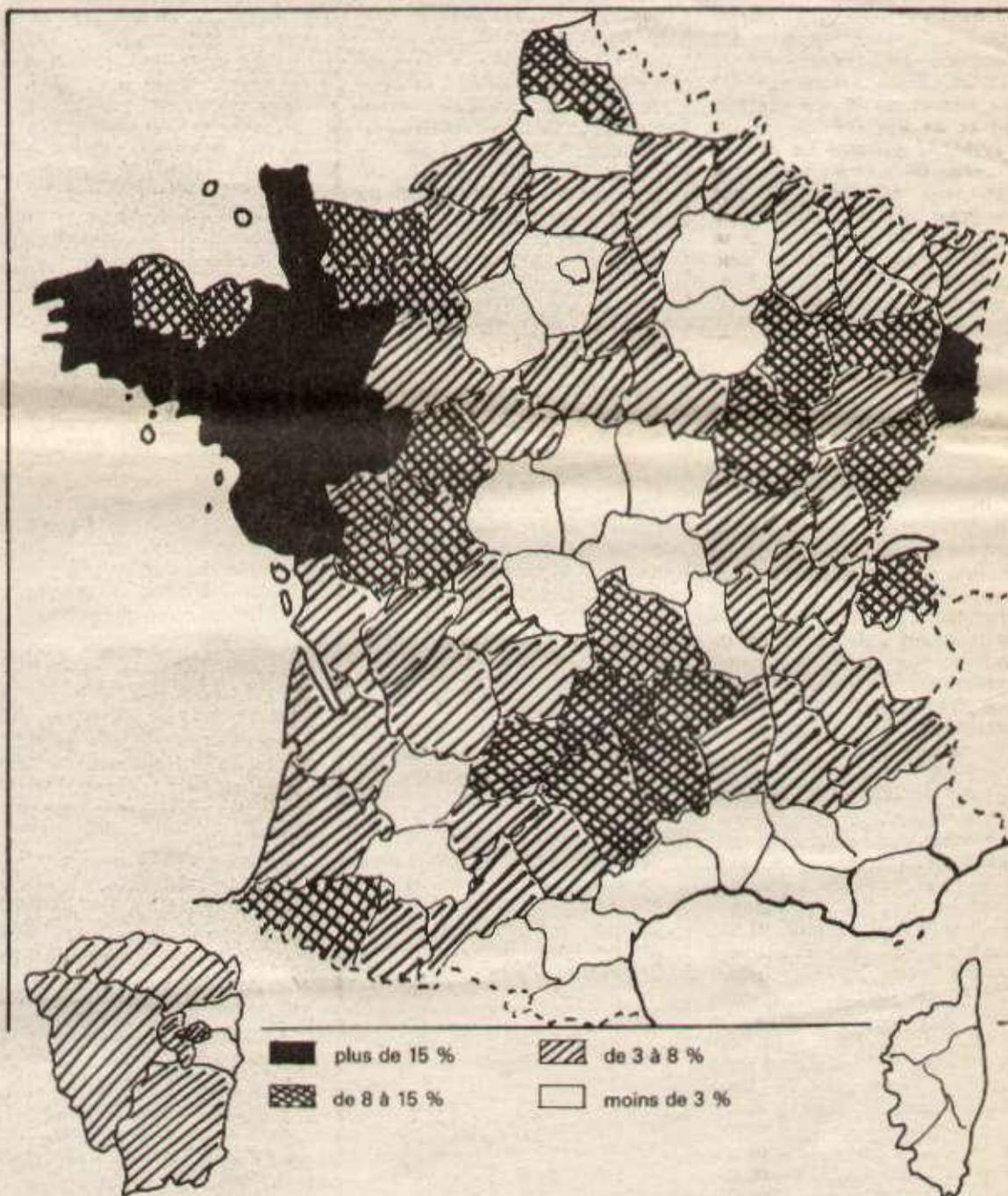
les Pyrénées-Orientales, les Alpes-Maritimes, et de 2,27 points dans le Var. Dans les trois premiers, le candidat socialiste n'en arrive pas moins largement en tête, puisqu'il s'agit-là de « fiefs » socialistes traditionnels. Commune donc à la quasi-totalité des départements, la progression de Mitterrand n'en est pas moins différenciée, comme le montre la carte ci-contre. Dans les départements où la gauche dispose d'une audience importante et habituelle, la progression, réelle, apparaît cependant inférieure à ce qu'elle est dans d'autres régions du pays. Qu'est-ce que cela veut dire ? Apparemment deux choses. Il se confirme tout d'abord que l'influence socialiste, et plus encore celle de Mitterrand tend à irriguer de manière beaucoup plus égale l'ensemble du territoire, marquant un peu le pas dans le Sud-Ouest et le Nord, par exemple, pour au contraire croître sensiblement dans l'Ouest, le Centre et l'Est, régions qui naguère, votaient massivement à droite, notamment sous l'influence de la religion. Au-delà de ce qui n'est somme toute que la confirmation d'un phénomène déjà constaté, apparaît un deuxième élément d'explication, décisif en l'occurrence, celui des reports de voix.

A l'issue du premier tour de scrutin, le 26 avril, quatre inconnues demeuraient en fait : quelle serait l'attitude de ceux des abstentionnistes du premier tour qui iraient voter au second, quelle serait l'attitude des 1 130 000 électeurs écologistes, et qu'en serait-il des reports de voix à droite d'une part, de Chirac vers Giscard, et à gauche d'autre part, de Marchais vers Mitterrand ?

Les abstentionnistes du premier tour partagés

S'agissant des abstentionnistes, on a à nouveau la confirmation du caractère non déterminé politiquement de leur attitude. Le fait qu'ils aient été plus de 2 millions à se rendre dans les bureaux de vote dimanche dernier n'a en effet rien modifié dans les rapports de force fondamentaux, leurs suf-

Progression du score de Mitterrand par rapport à son électorat de mai 74 (sur l'ensemble du pays + 5,86 %)



A l'exception des Côtes-du-Nord, l'ensemble des départements de l'Ouest ont accordé la majorité de leurs suffrages à Giscard. C'est cependant dans ces départements que Mitterrand enregistre les plus fortes progressions, gagnant par exemple 21,68 % dans le Morbihan, et 19,86 % dans l'Ille-et-Vilaine. L'élection du 10 mai n'a pas montré une poussée sensible de la gauche dans les départements où elle est déjà en position de force. Dans la Nièvre, Mitterrand n'augmente son score de 1974 que de 2,56 %, en Seine-Saint-Denis de 2,24 % et il régresse même de 0,45 %, dans les Bouches-du-Rhône. Par contre, les progrès enregistrés dans les départements de moindre influence tendent à faire disparaître, pour cette élection en tout cas, les écarts considérables constatés auparavant. En 1974, le candidat socialiste n'obtenait au deuxième tour que 34,58 % des suffrages dans la Manche, et 32,97 % dans le Bas-Rhin. Cette fois-ci, ses plus faibles résultats le situe à 34,88 % dans le Bas-Rhin, et 39,61 % dans la Vendée. Son meilleur score de 1974, 63,54 % dans l'Ariège, reste par contre à 63,66 % dans l'Aude cette fois-ci.

frages semblant se partager à peu près également, à quelques variations près, entre Giscard et Mitterrand. Le mythe de l'absentéisme du premier tour solidement ancré à droite doit donc être enterré définitivement.

Ecologistes : la balance à gauche

Dans l'état actuel des choses, il est évidemment beaucoup plus difficile de cerner l'attitude des électeurs de Brice Lalonde. L'étude post-électorale réalisée au lendemain des législatives de 1978 indiquait que sur quatre électeurs écologistes, un refusait le choix droite-gauche en s'abstenant ou votant nul, un votait à droite, et deux faisaient le choix de la gauche. Une estimation empirique de l'hebdomadaire *Le Point*, réalisée dès dimanche soir, donne à penser que les grandes tendances ont été les mêmes ce 10 mai. Si l'on admet en tout cas, ce qui est l'évidence, que tous les abstentionnistes du premier tour n'ont pas voté Mitterrand, il faut constater qu'une majorité de suffrages écologistes exprimés se sont portés à gauche avec cependant des disparités régionales qu'il faudra expliquer.

Des voix chiraquiennes pour Mitterrand

Restent les reports, déterminants dans ce tour décisifs. Ils ont été très mauvais à droite. En chiffres absolus, et malgré l'augmentation nette de la participation, Giscard n'obtient même pas le total des voix de droite du premier tour dans 15 départements : dans l'ordre croissant des écarts, dans l'Aveyron, le Morbihan, l'Allier, le Calvados, la Vienne, la Marne, le Cantal, la Mayenne, le Lot, l'Orne, la Creuse, la Dordogne, Paris, la Haute-Vienne et la Corrèze. L'exemple de ce dernier département est significatif : il s'agit-là « du » fief chiraquien, puisque le candidat du RPR y obtenait 41 % le 26 avril. Au total, 81 936 électeurs de ce département avaient voté Chirac, Giscard, Debré, ou Garaud au premier tour. Ils n'étaient plus dimanche dernier que 62 478 à voter pour le président sortant. Qu'ont donc fait les 19 458 autres ? Sans doute certains se sont-ils abstenus, puisque le taux d'abstention a nettement moins diminué en Corrèze qu'ailleurs. D'autres ont voté nul, puisque le nombre des suffrages non-exprimés a été multiplié près de 5 fois dans ce département, alors qu'il n'a fait que doubler pour l'ensemble. Enfin, et les 20 000 voix supplémentaires arrachées par Mitterrand ne peuvent s'expliquer autrement, beaucoup ont préféré la gauche à Giscard. L'exemple de la Corrèze est sans doute extrême, dans la mesure où Chirac dispose là d'une clientèle personnelle qui échappe pour partie aux

clivages politiques nationaux. Mais on le retrouve cependant, à un degré moindre, à Paris, et dans plus de dix autres départements. Les dérisoires appels de Giscard dans les derniers jours de la campagne n'y auront rien fait : sensibilisés par les virulentes critiques de leur chef de file contre le septennat passé, beaucoup d'électeurs chiraquiens ont délibérément choisi de faire partir le président sortant. Selon toute vraisemblance, ils ont eu dans ce choix le soutien des partisans de Marie-France Garaud, qui, elle, n'avait pas même appelé à voter Giscard.

Comparés à l'hémorragie de voix chiraquiennes dont a été victime Giscard, les reports de voix à gauche paraissent excellents. Cela était prévisible s'agissant du million et demi d'électeurs qui, au premier tour, avaient voté Laguiller, Crépeau, ou Bouchardeau. On pouvait par contre légitimement s'interroger sur l'attitude de certains militants du PCF qui, jusqu'au dernier moment, affirmaient ne pas vouloir apporter leurs suffrages à ce « droitier » de Mitterrand. Il semble en fait que, la volonté de battre Giscard aidant, l'immense majorité des électeurs communistes aient choisi d'apporter leur contribution au départ du président sortant. L'immense majorité, mais visiblement pas tous, deux exceptions notables devant être constatées. A Villejuif, le fief même de Marchais, il manque à Mitterrand 101 voix sur le total de la gauche au premier tour. Le nombre des votants ayant été, phénomène exceptionnel, inférieur de 654 au 26 avril, on peut avancer l'hypothèse que plusieurs dizaines, ou même centaines peut-être, d'électeurs communistes ont refusé le choix qui leur était proposé. Cette hypothèse est vérifiable à Ivry, deuxième exception notable. Là en effet, il manquait dimanche 1 026 voix sur le total de la gauche, alors que le nombre des votants a diminué de 1 093. Là encore, de toute évidence, des électeurs PCF n'ont pas voulu glisser un bulletin Mitterrand dans l'urne, préférant se réfugier dans l'abstention. On ne saurait cependant tirer des conclusions d'ensemble de ces deux cas, puisque partout ailleurs, et y compris dans des villes comme Saint-Denis, Aubervilliers ou Vitry, les reports n'ont pas été mauvais. Une étude très partielle réalisée dès dimanche soir les estimait à 88 %, ce qui soutient largement la comparaison avec ce que l'on peut constater lors des législatives, par exemple.

Bon reports à gauche malgré les divisions politiques, phénomènes de rejet de Giscard chez certains électeurs de l'ancienne majorité, il n'en fallait pas plus pour que tout bascule. Les évolutions n'ont certes pas l'aspect d'un ras de marée, puisqu'au bout du compte, et sept ans après le premier duel Giscard-Mitterrand, l'électorat de ce dernier n'a cru que de 5,86 %. Cela peut sembler peu de chose dans la froideur des chiffres, mais cela suffit à tourner une page de l'histoire politique.

LA JOIE D'AVOIR BATTU GISCARD...

DIX mai 19 h 45. Tiens Elkabbach a avalé quelque chose de travers. Duhamel est bien sérieux, et Carreyrou a l'air d'avoir subitement perdu père et mère. C'est bon signe. Mougeotte est préposé à nous faire languir jusqu'à 20 h. Enfin : « François Mitterrand est élu, avec 51,7 % des voix ». On attend avec délectation de voir défiler les mines d'enterrement des leaders de la droite. Le premier, c'est Lecanuet, qui semble avoir avalé son dentier. « Une grande tristesse... ». La télé nous amène à la permanence électorale du président-candidat-désormais-citoyen : désolation chez ces jeunes gens si bien mis, cependant que, côté PS, Lionel Jospin invite les Parisiens à venir manifester leur joie place de la Bastille.

Mine radieuse de Rocard, grave de Chirac, sourire de circonstance de Marchais.

Puis un débat à quatre : d'un côté, les rondeurs paral-

èles de Mauroy et Paul Laurent, de l'autre Pasqua, flanqué de la présidente des comités de soutien à Giscard, Mme Pelletier. Visiblement, l'élection de Mitterrand est parvenue à désespérer Neully.

Mme Pelletier ne secoue soudain son abattement que pour lancer un tonitruant appel à se méfier du PCF. N'a-t-elle pas compris que la sauce ne prenait plus ? « M. Pasqua, interroge Elkabbach, ne pensez-vous pas que la majorité... » La majorité ? Eh oui, l'habitude. Etienne Mougeotte semble avoir plus rapidement franchi le cap, et c'est un peu abruptement qu'il reprend ses interlocuteurs de droite : « Voyons, vous savez bien que le président Mitterrand... ». Mauroy jubile : « Vous savez, Madame, l'opposition, je peux vous en parler... ».

Les résultats se précisent, Poivre d'Arvor commence à indiquer les scores des départe-

tements déjà dépouillés. « Plusieurs départements sont passés de la ... » Hésitation. Le mot majorité vient de changer de sens. « De droite à gauche ». Moment historique : un commentateur de télévision vient de découvrir qu'il y avait une droite en France. Estimation sur les reports : « 88 % des électeurs communistes se sont reportés sur François Mitterrand ». Mme Pelletier bondit : « Que vont exiger de François Mitterrand ces 88 % d'électeurs communistes ? ». Mais c'est vraiment tout ce qu'elle a à dire ?

A la Bastille ! Klaxons, cris, signe de la victoire : il faut se garer un bon kilomètre avant la place. Une ambiance folle : on chante, on danse, on crie, on se juche sur les toits des voitures. 100 000, 200 000, 300 000 ? La foule, énorme, remplit toute la place, et au-delà.

SUITE PAGE 6



SUITE DE LA PAGE 5

Jeune, populaire, familiale, unanime dans la joie d'avoir battu la droite. Unanime et pourtant différente, comme si chacun était venu là avec ses propres préoccupations. Militants socialistes brandissant des portraits de Mitterrand, militants du PCF arborant le sigle de leur parti et, pour certains, réclamant « des ministres communistes », militants d'extrême-gauche (« *Ce n'est qu'un début, continuons le combat !* ») ; groupes femmes rappelant leurs revendications, homosexuels fêtant la fin prochaine des discriminations légales qui les frappent, jeunes Sud-Américains tenant une banderole « *Mitterrand, maintenant, il faut aider le Salvador* », Corses brandissant leur drapeau et réclamant la libération des militants emprisonnés. Le peuple de gauche... Au-delà de la joie commune, des quolibets invitant Giscard à se découvrir le postérieur, des motivations différentes, noyées pour un instant dans une allégresse que nul n'a songé à boudier. Un embouteillage monstre que seul l'orage de minuit, dispersant la foule des piétons, parviendra à débloquer, les cortèges de voitures klaxonnant encore longtemps dans le Quartier Latin, puis sous les fenêtres des riches, sur les Champs-Élysées.

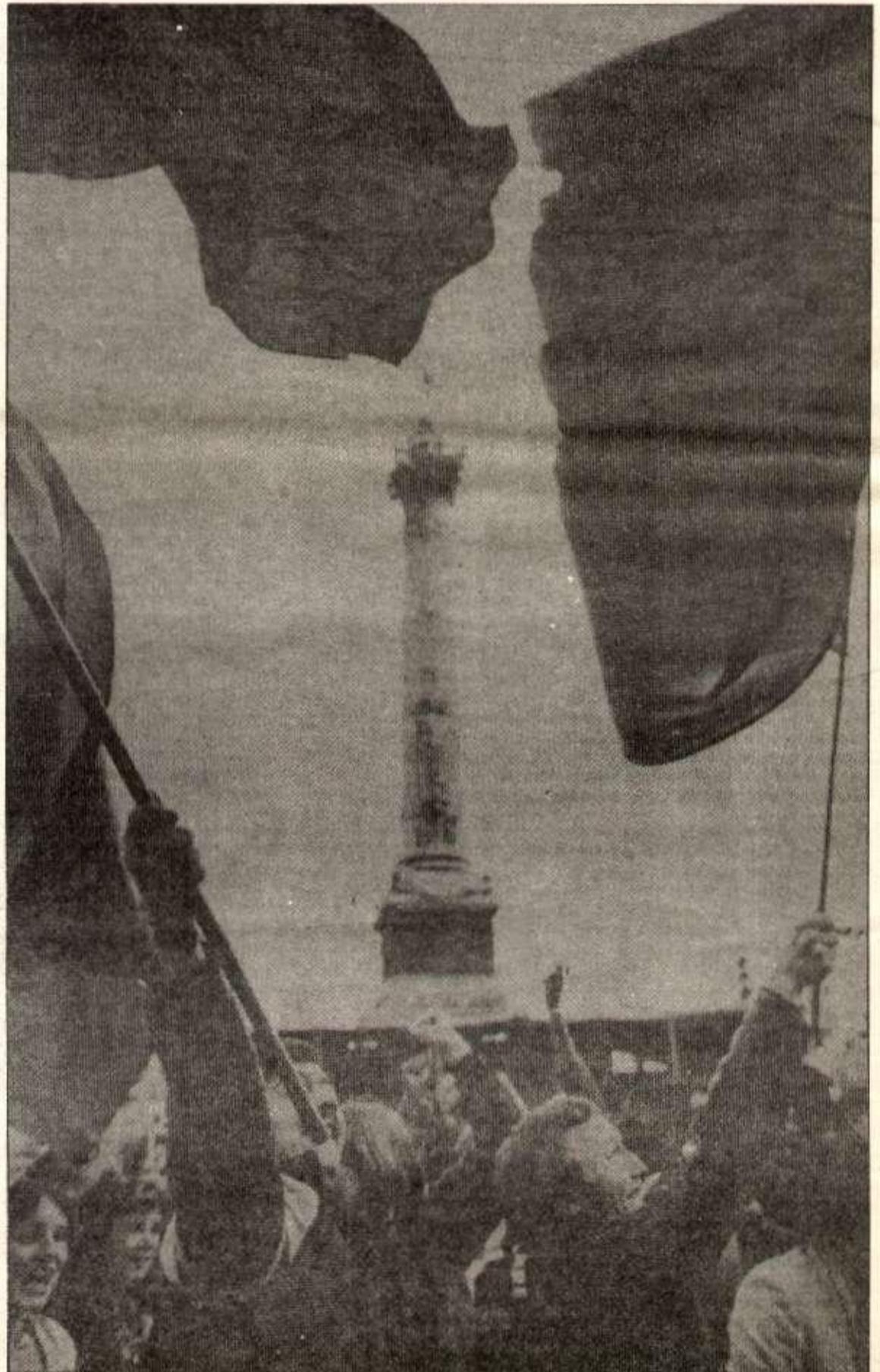
Même explosions de joie dans de nombreuses villes de France. A Lyon, nous signale notre correspondant, plusieurs milliers de personnes ont manifesté dans le centre,



dans les quartiers bourgeois, aux cris de « *Giscard au chômage* », « *Ce n'est qu'un début, continuons le combat* ». Quelque 2 000 personnes sont restées dans les rues jusque près de 4 h du matin. A Nantes, quelque 3 000 personnes sont regroupées spontanément devant la mairie, de même à Lille, etc. Dans les entreprises, la satisfaction était générale lundi matin. A Usinor-Dunkerque, des travailleurs avaient accroché une banderole fêtant la défaite de Giscard et brocardant la hiérarchie de l'entreprise. A Nantes, dans de nombreuses entreprises, il y a eu de sérieuses baisses de cadences, et une participation massive à l'apéro des syndicats.

Partout les discussions politiques allaient bon train, tournant autour des interrogations suscitées par la politique que va mener le nouveau président.

François NOLET



SONDAGES ET REALITE

1) Sondages préélectoraux : boule de cristal ?

Par François NOLET

EXACTEMENT ce qu'avaient prévu les sondages ». C'est le premier commentaire entendu dimanche soir immédiatement après l'annonce des 52 % de Mitterrand. Une victoire des sondages, en quelque sorte. Mais qui venait faire oublier que les mêmes instituts de sondages, quinze jours plus tôt, s'étaient lourdement trompés en surestimant de beaucoup le résultat du PCF (avec une sous-estimation parallèle du résultat de Mitterrand au premier tour). Alors, peut-on se fier à cet instrument de mesure de l'opinion, tantôt paré de toutes les vertus scientifiques, tantôt décrié comme concourant à manipuler l'opinion ? Que mesure au juste un sondage ?

Une mesure de probabilité

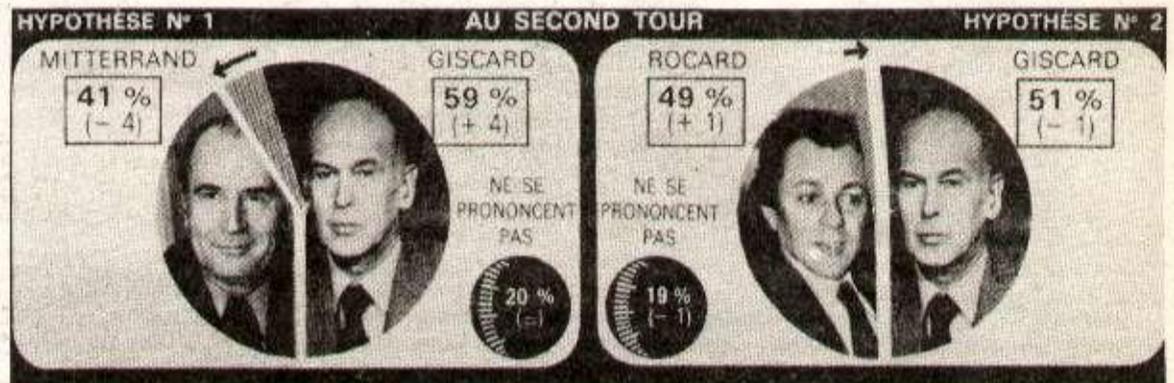
Le principe du sondage repose sur la théorie des probabilités, qui vise à rendre compte des phénomènes qui se répètent un grand nombre de fois. L'exemple classique est celui du jeu pile ou face : la pièce a une chance sur deux de tomber sur pile ou sur face, ce qui veut dire que si l'on répète l'opération plusieurs dizaines de fois, on approchera d'une proportion de résultats « pile » équivalente aux résultats « face ». Le rapport s'approchera d'autant plus de l'égalité que le

nombre de jets de pièce sera élevé.

Autre exemple : si on mélange des billes noires et blanches en nombre égal dans un vase, on a aussi une chance sur deux de tirer au sort une bille noire ou une bille blanche, ce qui veut dire que sur quelques dizaines, il y a une probabilité approchant de la certitude pour que le nombre de billes noires soit proche de celui des billes blanches. En sens inverse, si l'on ne connaît pas à l'avance la proportion existant entre les billes blanches et noires, le prélèvement d'un échantillon suffisant permet d'induire, avec une approximation satisfaisante, la proportion dans l'ensemble de la population considérée.

La fiabilité d'une telle étude découle de plusieurs facteurs, et d'abord de la taille de l'échantillon. Un sondage effectué auprès de cent personnes donne une marge d'erreur de plus ou moins 5 %, ce qui n'est pas suffisant pour tirer des conclusions valables. Mais il faudrait un échantillon de 10 000 personnes pour aboutir à une précision de plus ou moins 0,5 %. Pratiquement, une étude aussi vaste n'est pas envisageable. De fait, les sondages couramment effectués utilisent des échantillons de 1 000 à 2 000 personnes. Un échantillon de 1 000 personnes donne une marge d'erreur de plus ou moins 2 %.

Autrement dit, lorsqu'un institut de sondage annonce, sur la foi d'un échantillon de 1 000



Un sondage de l'Express en novembre 1980. Les sondages ne sont pas des prévisions.

personnes : « 52 % des Français ont l'intention de voter pour tel candidat », on doit comprendre cette phrase ainsi : il y a 95 chances sur 100 pour que le résultat du candidat untel soit compris entre 50 et 54 %. Une précision supplémentaire ne peut être obtenue qu'avec un échantillon plus important.

Autre problème : comment choisir les personnes interrogées ? Peut-on les prendre « au hasard » ? Le problème est plus complexe qu'il n'y semble : il ne peut s'agir par exemple d'arrêter au hasard des gens dans la rue. Cela aboutirait à privilégier une catégorie de personnes, celles qui sont dans la rue, et précisément à l'heure où on réalise le sondage. On conçoit aisément qu'un tel sondage effectué à 15 heures dans la rue ne sera pas représentatif de la population : on va y trouver une sous-représentation des travailleurs, et à l'inverse une sur-représentation des femmes au foyer, étudiants et chômeurs, et probablement une sous-représentation des retraités.

On applique donc, la méthode dite des quotas, partant des recensements qui indiquent la division de la population électorale par sexe, tranche d'âge, profession, région et taille de l'agglomération habitée. On va croiser l'ensemble de ces données, et ainsi l'enquêteur devra-t-il, par exemple trouver à Strasbourg un cadre supérieur de quarante-cinq à cinquante ans, une femme au foyer de trente-cinq ans mariée à un cadre moyen, etc. Pour donner à la personne sondée une garantie que son anonymat sera respecté, on ne lui demande pas directement son opinion, mais on lui présente des bulletins et une urne, reproduisant ainsi la situation qui se produira lors du vote.

Le sondage peut-il se tromper ?

Si la technique des sondages a fait des progrès considérables depuis une quinzaine d'années,

on ne peut toutefois attendre d'eux plus que les données qu'on leur a fournies. Toute d'abord, un sondage n'est pas une prévision de vote, et, même s'il présente toutes garanties quant à sa réalisation technique, il ne peut qu'enregistrer l'état de l'opinion à un moment donné. Qu'on considère les résultats des derniers sondages, comparés avec ceux d'il y a six mois : les sondages des deux dernières semaines précédant le deuxième tour donnent à François Mitterrand des scores variant de 51,5 à 53 % donc très proches du résultats. A l'inverse, tous les sondages, il y a six mois, donnaient Giscard largement gagnant. De la même façon, en 1965, un sondage réalisé une semaine avant le premier tour annonçait la mise en ballottage du général de Gaulle, à qui il accordait 43 % des voix (il en obtint 43,7 %) ; mais un mois et demi plus tôt, on le donnait élu au premier tour avec 66 % des suffrages ! C'est une tendance constante : les réponses données aux questions des sondages diffèrent beaucoup selon que le scrutin est proche, que la campagne est déjà bien engagée et que l'échéance apparaît nettement, avec la possibilité d'approuver ou de sanctionner une politique, ou selon que, au contraire, le scrutin, encore éloigné, n'apparaît pas toujours nettement dans ses enjeux, que la campagne n'a pas vraiment commencé, que les candidats ne sont pas tous connus, etc.

Mais les sondages indiquent-ils toujours au moins l'état réel de l'opinion au moment où ils sont effectués ? C'est là qu'interviennent plusieurs facteurs. Il y a bien sûr le sérieux avec lequel le sondage est réalisé par le sondeur, le risque du « bidonnage » : si l'enquêteur ne parvient pas à trouver la femme cadre supérieur de cinquante à cinquante-cinq ans qu'on lui a demandé d'interroger, il peut être tenté de remplir lui-même sa fiche sur le coin d'une table de café.

LE FIGARO MA
LE FIGAR

VENDREDI 17 AVRIL 1981 - N° 11 390 - NUMÉRO DC

A dix jours de l'élection présidentielle
Intentions de vote : dernier sondage avant le premier tour

- Giscard 27,5 %
- Mitterrand 22 %
- Chirac 19,5 %
- Marchais 18,5 %

De nombreux sondages...
C'est le premier sondage...
Le sondage de l'Express...

L'Humanité
A UNE SEMAINE DU PREMIER TOUR
LA PROGRESSION DE GEORGES MARCHAIS S'AFFIRME

Hier à la télévision, le candidat communiste a montré que le spectre de la guerre mondiale peut être écarté à tout jamais. Et sur Radio-France, il a lancé à la jeunesse cet appel : « Oui, on peut gagner et battre le régime des patrons, tout dépend du vote communiste le 26 avril. »



LE MATIN

SONDAGE : 51,5% POUR MITTERRAND

Selon l'enquête réalisée par l'IFOP, le candidat socialiste l'emporterait au second tour sur le président sortant. Ce succès s'expliquerait par un report des voix communistes sur sa candidature meilleur que celui des suffrages gaullistes sur celle de Valéry Giscard d'Estaing

Pour se prémunir contre de tels risques, les instituts de sondage contrôlent leurs sondages en procédant à des vérifications auprès des personnes censées avoir été contactées.

Pour que cette vérification ait lieu, il faut donc concrètement que le sondeur relève l'identité et l'adresse de la personne sondée. Ce système présente un inconvénient : malgré le système de l'urne, la personne interrogée peut craindre que son anonymat ne soit pas garanti, que l'enquêteur fasse part de son opinion à son voisin, ou qu'il soit envoyé en réalité par les RG ou par son patron...

Les 15,35 % de Marchais

C'est ainsi que l'on explique généralement que les données brutes des sondages minimisent le vote en faveur du PCF, et ceci de façon constante depuis 20 ans. Une partie de l'électorat du PCF semble hésiter à indiquer son choix, par exemple parce qu'il craint un flicage ou parce que la pression sociale fait du vote pour le PCF un vote honteux. Cette dissimulation aboutit corrélativement à une surestimation du vote socialiste.

Conscients de ce problème, les instituts de sondage corrigent donc ces données brutes, en affectant un coefficient multiplicateur aux intentions de vote exprimées en faveur du PCF. Comment se fait-il alors que les sondages aient commis une erreur aussi importante, donnant, pour les derniers d'entre eux, 17 à 19 % à Georges Marchais qui n'a obtenu que 15,35 % ? Deux types d'explication peuvent être donnés.

Il est possible que la réduction de l'électorat du PCF soit corrélatrice d'un accroissement de l'homogénéité politique de cet électorat. Dès lors, les 15 à 16 % d'intentions de vote annoncées correspondraient aux intentions de vote effectives en faveur du PCF, parce que les électeurs du PCF, plus homogènes politiquement, n'hésiteraient plus à faire part de leur choix.

La seconde hypothèse résulterait de l'incidence de « l'effet Chirac ». Rappelons que c'est pendant la dernière semaine de la campagne du premier tour que Chirac lançait une campagne d'intoxication sur son arrivée en seconde position, immédiatement relayé par le candidat socialiste, qui appelait à « voter utile », c'est-à-dire pour lui.

Cette manœuvre était démentie par les sondages, mais précisément ceux-ci n'étaient pas publiés, et donc restaient connus de peu de gens. Dans ces circonstances, les 15 à 16 % d'intentions de vote annoncées correspondaient peut-être à 17 à 18 % d'intentions de vote réelles, qui se seraient réduites dans les derniers jours avant le scrutin devant le risque imaginaire de voir au second tour un duel à droite.

Nous nous garderons pour l'instant de choisir entre ces deux hypothèses (qui, du reste, ne s'excluent pas totalement l'une l'autre). En fait, pour trancher entre elles, il faut attendre le résultat... des sondages post-électorales, qui sont déjà en cours.

Les sondages peuvent-ils tromper ?

Régulièrement se trouve posée la question de l'influence que les sondages peuvent avoir sur le vote des électeurs. Ne sont-ils pas, d'une certaine façon, partie prenante dans le choix de l'électeur ? On croit discerner deux types d'effet possibles.

Le sondage pourrait donner une prime au(x) candidat(s) le(s) mieux placé(s). C'est ainsi que certains parlent, dans l'élection qui vient de se tenir, d'un effet favorable, au premier tour de l'élection, aux deux candidats arrivés en tête. Cette explication ne semble pas conforme à la réalité, si l'on considère que les intentions de vote en faveur de Giscard ont plutôt baissé depuis le début de la campagne. Et si le candidat Mitterrand a obtenu au premier tour plus qu'il ne lui était attribué, il serait mal venu d'en chercher la cause dans un

effet d'entraînement des sondages : ce serait oublier l'utilisation faite par lui du pseudo-effet Chirac. S'il y a eu manipulation en l'absence de sondages, elle a été rendue possible par l'interdiction de leur publication, l'électeur pouvant croire que les rodoromontades de Chirac s'appuyaient sur les sondages dont il disposait.

Il est également courant d'attribuer aux sondages la vertu exacte inverse : l'annonce d'un score nettement favorable à un candidat aurait un effet de démobilisation de son électorat, qui influerait sur le vote. L'exemple classique est celui de la défaite des travaillistes britanniques aux élections de 1970, alors que tous les sondages les donnaient largement gagnants à quelques jours du scrutin. Y aurait-il eu effet démobilisateur sur un électorat travailliste trop sûr de sa victoire ? C'est possible, mais des contre-enquêtes effectuées après l'élection concluent plutôt à un manque de précision dans l'évaluation du nombre d'électeurs susceptibles de changer d'avis : on avait supposé une démobilisation égale dans les deux camps, alors que de meilleures techniques auraient sans doute permis de mieux cerner le résultat.

En fait, il n'est pas prouvé que les sondages puissent modifier le résultat d'une élection. Tout au plus l'utilisation qui en est faite donne-t-elle une certaine tonalité à la campagne, comme cela vient d'être le cas, les médias ayant depuis longtemps mis en avant les deux candidats du second tour au détriment de tous les autres. Les sondages ne créent pas l'opinion, la manipulation ne pouvant provenir que des commentaires abusifs qui en sont faits.

Dans notre prochain
numéro : « 64 %
des Français pensent
que... »
Qu'en est-il
des enquêtes
d'opinion ?

LA CAMPAGNE LEGISLATIVE DÉJÀ COMMENCÉE

GISCARD, l'homme dont la défaite a été saluée dans l'allégresse populaire, ramené brusquement au rang de chef d'un parti d'opposition. L'arrogant Barre contraint de faire ses valises et ne parvenant plus à masquer sa rancœur contre ce RPR coupable de régicide. Chirac jouant des coudes pour placer sa carte du recours préparée depuis longtemps. Marchais se faisant le chantre de l'espoir incarné par la victoire d'un homme vilipendé il y a quelques semaines encore. Le PS, né et grandi dans l'opposition devenant le parti du président, son ancien premier secrétaire se préparant à disposer des pouvoirs énormes qui sont ceux des présidents de la cinquième république. En quelques jours, le paysage politique a décidément bien changé. Et ce n'est pas fini, puisqu'aussi bien une nouvelle élection, législative cette fois-ci, va très certainement avoir lieu dans moins de 40 jours.

Le Parti Socialiste dispose des principaux atouts dans la préparation déjà engagée de ces élections : sans aller jusqu'à parler de cet « état de grâce » qu'évoquait Mitterrand, il va disposer d'une dynamique née de son succès du 10 mai. Disposant déjà d'une puissante représentation parlementaire en mars 1978, le PS peut espérer un gain substantiel de sièges dans toute une série de circonscriptions où il n'avait été battu que de justesse il y a trois ans. Cela étant, son chemin n'est pas pour autant exempt d'embûches, le moindre d'entre eux n'étant pas son attitude propre. Comment en effet concilier pour lui ce qui apparaît difficilement conciliable, à savoir d'une part la mise en œuvre, dès le mois de juin, de réformes politiques, économiques et sociales qui peuvent être promulguées réglementairement par le premier gouvernement socialiste, et d'autre part la multiplication des « signes de bonne volonté » envers le centre et le centre gauche, symbolisés entre autre par la volonté de remettre en selle le mouvement jobertiste ? Sans doute la nature même des élections législatives se prête-t-elle aux ambiguïtés, mais ce n'est pas cela qu'attendent tous ceux qui se sont réjoui du départ de Giscard.

A cette incertitude première s'en ajoute une autre qui concerne le PCF. Les effusions de Juquin à la Bastille dimanche soir, donnant du « camarade » aux leaders du PS, les titres emphatiques de *L'Humanité* ou les déclarations unitaires de Marchais ne sauraient ici faire trop d'illusions : le PCF ne s'est pas

transformé aussi radicalement en une semaine. En vérité, les dirigeants du palais Fabien semblent surtout préoccupés par l'échéance législative qui s'approche. Poursuivre ouvertement la politique qui est la leur depuis plusieurs années maintenant provoquerait à coup sûr sinon un nouveau recul, du moins une sévère confirmation de la défaite enregistrée le 26 avril. Bien évidemment, le PCF entend tout faire pour éviter cela et parvenir, non plus à renverser le rapport de force, ce n'est plus possible dans l'état actuel des choses, mais au moins à limiter l'écart dans la représentation parlementaire. Jouer la carte de l'unité et de la loyauté, en argumentant par exemple sur la nécessité d'un « contre-poids » communiste face au pouvoir de Mitterrand, tel semble être le moyen choisi pour atteindre l'objectif. Jusqu'aux élections législatives, l'incertitude demeure donc sur les capacités du PCF à peser significativement sur la politique du nouveau septennat.

La droite n'est évidemment pas exempte de ces reclassements et tatonnements actuels. Ce qui est en cause chez les battus, c'est évidemment la conservation de la majorité parlementaire, mais aussi le leadership de la nouvelle opposition présidentielle. Chirac, sans surprise, se pose en recours. N'avait-il pas multiplié les mises en garde à l'ancien président, n'avait-il pas prophétisé qu'il faisait le lit de la gauche ? La traditionnelle impatience chiraquienne se heurte cependant à des giscardiens qui n'entendent pas décrocher si facilement.

La hargne de Barre ou les communiqués amères de Giscard en attestent. Divisée, la droite ? Bien sûr, de plus en plus, et on ne peut que se réjouir au spectacle du dépit de ces gens encore si arrogants il y a peu. Mais ne nous satisfaisons pas trop vite cependant. Les dernières déclarations des députés RPR et UDF indiquent assez que les uns et les autres sont prêts à tout, y compris à s'entendre, pour tenter de sauver les meubles.

Ainsi donc, chacun est maintenant lancé dans la préparation d'élections qui une fois encore s'annoncent importantes, et vont polariser l'attention. Mais il n'en reste pas moins que dans quelques jours un gouvernement va être formé, avec la possibilité d'agir sinon dans tous les domaines, du moins dans beaucoup. Il doit le faire, sous peine de ne pas mériter d'être considéré comme un gouvernement de gauche.

Nicolas DUVALLOIS

PARIS : REUNION-DEBAT POUR UNE GAUCHE NOUVELLE

PREMIERE rencontre positive pour quelques-unes des composantes qui aspirent aujourd'hui à construire une force politique différente, à gauche de la gauche.

C'est en effet sur ce thème du rassemblement d'une gauche nouvelle, que, pour la première fois depuis longtemps, des responsables et militants du PCR, du PSU, du mouvement des femmes, des

écologistes, de l'OCT, des rédacteurs de *Politique-Hebdo*, *Tumulte*, *Parti Pris*, *Que Faire Aujourd'hui* ? se sont retrouvés, à la tribune et dans la salle. Salle qui devait rapidement devenir archicomble,

certain devant même rebrousser chemin faute de pouvoir prendre place.

Après celle d'Hafez Chiran, militant afghan et d'un représentant des comités Salvador, l'intervention de Sébastien Gweltaz, au nom du Comité de Défense des Prisonniers Politiques Irlandais, survenant au lendemain de la mort de Bobby Sands, suscita un réel sentiment d'émotion dans l'assistance. Un militant tunisien intervint ensuite pour rappeler la grève de la faim menée par 21 jeunes immigrés de la seconde génération à Massy, entre les expulsions et toutes les formes de discrimination raciste.

Parlant au nom du PCR, René Rodriguez, secrétaire d'une fédération parisienne, écouté attentivement, livra les premières propositions de notre Parti pour l'après-Giscard et, au-delà, pour la re-composition des forces politiques, pour l'affirmation d'une nouvelle gauche (cf texte ci-dessous).

Victor Leduc, membre de la direction politique nationale du PSU, insista pour sa part sur la triple crise du capitalisme, de la social-démocratie européenne et des réponses traditionnelles de la gauche. Paul Noirot, directeur de *Politique-Hebdo*, souligna quant à lui le fait que les nombreuses luttes du mouvement social, depuis 68, ont eu une profonde influence jusqu'à l'intérieur même des institutions de gauche. Aussi, s'interrogea-t-il sur les conditions dans lesquelles se présente aujourd'hui le problème de la construc-

tion d'une force politique nouvelle extérieure aux organisations de la gauche classique.

Toutes ces contributions suscitérent une vague de questions depuis la salle : comment intégrer les revendications et les aspirations mises en avant par le mouvement des femmes dans le projet politique d'une gauche nouvelle ? Quels sont les facteurs qui rendent possible aujourd'hui l'émergence d'une telle force ? La constitution en dehors des organisations de la gauche traditionnelle est-elle possible ? Quel doit être son rapport aux mouvements sociaux ? Comment dépasser les sectarismes et les divisions pour rassembler les forces susceptibles de se reconnaître dans une telle perspective ?

Le programme très chargé de la réunion ne permit que d'entamer le débat. Mais le fait d'avoir favorisé un premier échange entre de nombreuses composantes potentielles de cette nouvelle gauche, dépassant les réflexes anciens et marquant une volonté réelle de débattre pour dégager une alternative commune, constitue un premier pas d'importance.

Il revint ensuite à Otelo de Carvalho, dans ce contexte où chacun sentait bien la victoire de la gauche proche, de retracer l'expérience de la révolution portugaise. Ce qu'il fit avec force et clarté, concluant ainsi la soirée.

Ce meeting fut hélas beaucoup trop court. Ce n'est qu'un début, continuons le débat.

Faute de (petite) frappe ?

Il y a des maniaques partout. Même à *Tumulte*, journal au demeurant sympathique, qui publiait malencontreusement sous la plume d'un certain Bennahmias, un article gratiné sur l'extrême-gauche. Et, oh surprise, voilà que dans cette revue synoptique des forces en présence à la gauche de la gauche, un peu vite envoyé sous le titre évocateur : « les veufs de Mao », on lit que le PCR a perdu, mais oui, « les trois-quarts de ses forces ».

(extrait de *Tumulte spécial* élection présidentielle).

Idem pour le Parti Communiste Révolutionnaire (ML) qui, en même temps qu'il essayait de fusionner avec le parti précédent, a perdu les trois quarts de ses militants. D'où un changement de ligne complet qui l'amène maintenant à parler de la formation d'une « gauche nouvelle » et un rapprochement avec le PSU.

Après la narration des crises diverses ayant affecté différentes organisations, plus de détails, là c'est la catastrophe totale, sans les moyens de la conjurer : fini, le PCR, n'en parlons plus, si ce n'est, pour la dernière fois, cracher sur lui, à postillons rouges.

La rage anti-organisations n'a du coup plus de limites raisonnables. Que cet individu malhonnête propage sans sourcilier des informations manifestement aussi fausses ne saurait nous laisser sans réactions.

Notons déjà la surprise qu'aurait dû éprouver tous les lecteurs de *Tumulte*, en lisant, quelques lignes plus bas, qu'un meeting, bien anonyme au demeurant, mais selon l'auteur, sans intérêt aucun, s'était tenu à Paris le 6 mai. Au juste, quelle organisation moribonde s'était alors offert le luxe, entre les deux tours des élections, d'appeler un public somme toute assez nombreux à se réunir ? D'un PCR désormais inexistant ? Petit mystère enco-

re inexplicable.

Par contre, au sujet de ce « journaliste » visqueux, pas de surprise.

N'écrivait-il pas déjà voilà deux ans, dans la défunte *Antirouille* que le PCR ne comptait désormais que moins de deux cents militants et que (déjà) c'en était fini de lui ?

Il est difficile de savoir quelles motivations précises animent ce sujet manifestement pathologique. Sa haine maniaque de notre parti, en tout cas, ne saurait nous le faire confondre avec l'équipe de *Tumulte* tout entière. Nous voulons croire, pour cette revue, à une simple faute de frappe.

Ce n'est pas avec de tels procédés qu'un journal peut vivre. Le Bennahmias qui a déjà enterré *Antirouille*, *La Gueule Ouverte*, avant de se faire expulser de *Gueule* ne sert guère l'image de *Tumulte*.

Qu'il seiche en tout cas, que partout où il ira, il sera bien accueilli par les « cinquante » militants du PCR.

L'intervention du PCR en introduction au débat

MON propos n'est pas, en quelques minutes, de faire une analyse exhaustive de la situation politique ou un exposé complet, des propositions du PCR.

Plus modestement, j'essaierai d'ouvrir quelques questions, pour introduire le débat sur le fond.

Je ne m'attarderai pas sur le bilan d'un septennat qui pourrait bien finir, enfin, dimanche vers 20 heures.

Chômage, vie chère, répressions multiples, scandales, attentats racistes, compromis ou complicité ouverte avec l'impérialisme et les dictatures fascistes : voilà ce que nous supportons depuis sept ans de la part de la droite la plus arrogante, la plus cynique que nous ayons connue depuis longtemps.

Voilà pourquoi nous avons dit sans équivoque : assez ! 7 ans ça suffit ! Il faut battre Giscard !

Je ne me suis pas attardé

sur le candidat à sortir, je ne trainerai pas longtemps non plus sur les tâches évidentes à entreprendre pour le cas où l'élu du 10 mai serait François Mitterrand.

Disons le tout net : qu'il y ait des ministres communistes ou qu'il n'y en ait pas, qu'il y ait ouverture ou non en direction des radicaux, de quelques débris du gaullisme, cela ne changera pas le problème de fond : un président socialiste et un gouvernement de gauche devraient appliquer les engagements qu'ils ont pris, en ce qui concerne les revendications syndicales et politiques, voire des luttes sociales depuis dix ans : l'abaissement de l'âge de la retraite, créations nombreuses d'emplois, hausse des salaires et des prestations sociales, réduction du temps de travail sans réduction du salaire, réforme de la loi électorale, abrogation de la loi « Sécurité et Liberté », et des circulaires racistes, voilà

ce que nous demanderons et bien d'autres choses encore.

Dans ce domaine, notre position, sans être irresponsable est parfaitement claire : nous n'aurons que ce que nos luttes nous donneront.

Des questions de fond

Par contre, je m'attarderai un peu plus sur des questions de fond, qui sont agitées depuis un certain temps, et que l'euphorie d'une victoire électorale ne saurait en aucun cas rejeter au second plan.

Ces questions de fond, elles tournent autour du problème suivant : au-delà des avantages incontestables qu'elle peut, dans certaines conditions, nous procurer, la venue au pouvoir de la gauche sous une forme ou sous une autre, peut-elle vraiment engager une dynamique de

rupture avec le capitalisme ? Est-elle à la hauteur des questions posées par le mouvement social, depuis une quinzaine d'années ?

Cette question, c'est maintenant, et non dans un an ou deux qu'il faut se la poser. Car elle nous interpelle sur ce qu'il faut faire dans la période à venir.

Or, quand on fait les comptes, c'est-à-dire quand on compare les exigences qui sont apparues dans la société française, et les réponses en terme de programme, on s'aperçoit que ce n'est pas tout à fait ça.

Je prendrai trois exemples, qui nous sont familiers, comme ils sont familiers à n'importe quel militant. Celui de la contestation dans la relation au travail, celui du rapport aux pouvoirs, celui plus vaste, des remises en cause multiples des relations sociales telles que le capitalisme les a défini depuis plusieurs dizaines d'années.

La relation au travail

D'abord la contestation dans la relation au travail.

Ce à quoi nous assistons, en particulier depuis les années 70, c'est un rejet de plus en plus massif du travail parcellisé, de la chaîne, du chronomètre. C'est un dégoût de plus en plus profond, en particulier dans la jeunesse, d'un type d'emploi monotone qui brise l'intelligence, réduit l'initiative et le savoir-faire, enferme ouvriers et employés dans des tâches sans intérêt.

Tout cela, dira-t-on, ce sont des banalités : mais alors pourquoi dans son programme, c'est-à-dire dans ses propositions concrètes, la gauche reste-t-elle muette sur la séparation entre exécution

et conception, sur la hiérarchie, non seulement dans les salaires, mais en terme de pouvoir ?

Pourquoi l'extension des pouvoirs, des structures nouvelles à l'entreprise, ne va-t-elle pas jusqu'à l'organisation des rapports entre les hommes dans le procès de travail ? Pourquoi, au PS comme au PCF, a-t-on réduit comme une peau de chagrin les conseils d'ateliers proposés notamment dans la CFDT ?

Car si les travailleurs sont d'accord pour les nationalisations, s'ils sont bien convaincus qu'il ne peut y avoir d'avancée sans une modification considérable des rapports de propriété, ils savent aussi qu'en elles-mêmes, ces transformations ne suffisent pas : il n'y a qu'à aller dans un centre de chèques postaux, ou dans un atelier des presses de Renault pour s'en rendre compte.

La gauche peut bien distinguer nationalisation et étatisation, tant qu'on ne modifie pas le rapport à l'entreprise, tant que ne s'instaurent pas des formes de recherche et de contrôle social sur le travail lui-même, pour celui d'en bas la différence serait maigre.

Le rapport aux pouvoirs

J'en viens à ma deuxième question, celle du rapport aux pouvoirs.

Tout le monde en convient, la politique politicienne ou la politique spectacle, les gens commencent à en être saturés.

Les travailleurs, les jeunes, n'adhèrent plus en profondeur à un système où ceux qui votent n'ont aucun contrôle sur les élus.

Ils n'adhèrent plus en profondeur à un système où la représentation est captée, confisquée par les partis dont les programmes sont en bloc à prendre ou à laisser.

Ils n'adhèrent plus en profondeur à un système où la spécialisation et les compétences supposées sont l'argument unique de ceux qui prennent les décisions.

Face à cela, que nous dit-on à gauche ?

On nous répond ici ou là : respect des institutions de la V^e République, décisions en fin de compte par les instances gouvernementales, filtrage de la délégation populaire par les organisations repré-

sentatives, bon choix pour les bons partis, mise en place de structures décentralisées au niveau des régions et des communes.

Prenons ce dernier point : le summum de l'autogestion municipale, outre les séances publiques du conseil (où il faut le dire, on ne discute pas toujours de l'essentiel) ce serait : une commission sur le logement + plus une commission sur le transport + une commission sur l'environnement et ainsi de suite. Le tout sous des formes tripartites et bien sûr consultatives.

Soyons clair : des commissions, c'est mieux que pas de commission du tout, mais cela n'est pas à la hauteur : car de cette façon on perpétue la division entre le local et le national, entre le partiel et le global, entre le social et le politique.

Et je pourrais dire la même chose sur les pouvoirs en entreprises ou sur la fameuse planification démocratique : la gauche ne prévoit aucun lieu, ni à court, ni à moyen terme, où la politique c'est-à-dire les grands choix d'orientation puissent au moins être débattus : ni à l'usine, ni au bureau, ni dans la ville.

Les réponses de la gauche

J'ai parlé de la remise en cause du travail conçu par le capitalisme, et de la conception dominante de la politique. Je serai plus bref sur les réponses de la gauche à la remise en cause des relations sociales telle qu'elle s'est organisée au travers du mouvement des femmes, des écologistes, du mouvement associatif, ou de l'expérimentation sociale. Ces points seront bien sûr largement présents dans le débat.

Je dirai simplement que la gauche, pour l'essentiel, n'a pas jusqu'à présent vu la manifestation de la crise des valeurs anciennes, parfois suspecte d'apolitisme, quand ce n'est pas chargée d'ambiguïté réactionnaire. Au mieux, ce qu'elle en retient c'est des revendications à ajouter au catalogue et de toute façon, pas quelque chose d'essentiel.

Or, c'est là qu'on se trompe : au-delà du mouvement qui les ont portées au départ, toute une série de valeurs culturelles nouvelles ont fait leur chemin dans la société française. Et c'est aussi sur ces valeurs, sur les comportements sociaux qui leur correspondent, que doit s'ap-

puyer tout projet réel de transformation de la société.

Alors pourquoi la gauche classique n'a-t-elle pu ou su les prendre en compte ? C'est que sa grille de lecture de la société française est désormais inadaptée.

Pas plus qu'on ne peut ignorer dans le capitalisme, la contradiction fondamentale entre le capital et le travail, on ne peut réduire la compréhension d'une société à la simple disposition des classes dans la production, ou à la structure de la propriété : faute de quoi, on limite la marche au socialisme à l'agglomération passive de couches et classes, autour d'un projet à l'élaboration duquel elles ne participent pas.

Cette vision, économiste, qui sous-estime les facteurs d'évolution idéologiques et culturelles, aboutit en pratique à se substituer à la masse, à gérer les affaires à leur place, quand ce n'est pas contre leur propre initiative.

A ce petit jeu, la société de classe durera encore 1 000 ans.

Une gauche nouvelle...

Face à cette situation, où la gauche ancienne n'a été capable d'adapter ni son discours, ni ses mots d'ordre, ni ses objectifs, quelle est la grande tâche de la période ?

C'est de construire une gauche nouvelle. Cette gauche nouvelle ne peut être conçue comme l'addition, faite de bric et de broc, de composantes qui n'y verraient en fin de compte qu'une solution de repli.

Non ! L'objectif, c'est bien de faire apparaître une force politique nouvelle, nourrissant son intervention dans les grandes batailles, de ce qu'elle tire comme expérience des luttes et du mouvement social.

Ce qu'il faut faire apparaître, c'est la transcription politique de ces valeurs et idées nouvelles surgies en 68 sur la base du rejet du modèle de société de consommation, proposé par le capitalisme depuis la guerre.

Il y a aujourd'hui peut-être moins de luttes ouvrières ; pour l'instant ! Mais que la bourgeoisie se garde bien de croire que les luttes d'O.S. ou dans les grands magasins, celle de LIP ou d'Usinor-Dunkerque n'ont laissé aucune trace dans les mémoires et dans les volontés.

Le mouvement de la jeunesse est silencieux. Les ba-

tailles des paysans du Larzac, celles des femmes, des immigrés ou des soldats n'ont pas encore abouti évidemment. Mais elles ont bien façonné des comportements et des mentalités irréductibles.

Il était inévitable qu'au départ, toutes ces remises en cause s'effectuent de façon séparée. Il était nécessaire qu'elles pénètrent largement, qu'elles expérimentent leurs propres limites et s'inventent un langage propre.

Sur la base de ces dix ans et quelques, il est désormais possible de rassembler tous les acquis et de repenser la politique.

La nécessité d'une gauche nouvelle, nous la voyons dans ce qui chemine en France depuis treize ans.

...Inscrite dans les nouvelles donnes de la politique

La possibilité d'une telle gauche, nous la voyons inscrite dans les nouvelles donnes de la politique, à gauche :

- Il y a d'abord le caractère durable de la division PC-PS qu'avivent de façon incontestable la situation de la crise et les évolutions internationales. Même si dans l'avenir, des accords sont conclus, la polémique de 1977 aura laissé des traces profondes, dans l'idée que peuvent se faire les travailleurs d'une telle alliance.

- Il y a ensuite, la crise des perspectives, elle aussi durable, qui traverse les deux partis :

- Comment le PS vainqueur se sortira-t-il d'un passage aux affaires qui s'annonce difficile et où, PCF affaibli ou non, les travailleurs ne lui feront aucun cadeau ?

- Comment de son côté le PCF peut-il, sans alliés qui lui font marche-pied, reconstruire une perspective crédible d'application de son projet ?

Décidément, la contestation interne dans les deux grands partis de gauche a encore de beaux jours devant elle.

La rupture de 1977 marque donc, plus qu'une péripétie électorale, l'écroulement brutal d'une stratégie qui organisait la vie politique depuis 15 ans, faussait en partie le jeu des luttes, rejetait à la périphérie les forces nouvelles qui se constituaient.

Certes, la division de la gauche a dans un premier temps affaibli les capacités militantes et découragé les travailleurs. Mais il faut bien

dépasser cette situation et inventer des solutions.

De ce point de vue, des convergences positives sont apparues depuis quelque temps. Elles se manifestent :

- Dans le mouvement syndical, où après l'expérience de 1978, beaucoup se refusent à subordonner les acquis de leurs réflexions et de leurs luttes, à une simple perspective électorale de changement.

- Dans les nouveaux mouvements et les associations vis-à-vis desquels les tentatives de récupérations se font pressantes, et où la volonté apparaît de réinvestir les acquis dans la définition d'une alternative plus globale.

- Dans une partie de l'extrême-gauche, celle qui accepte de faire la critique des insuffisances et des limites passées, sans jeter par dessus bord l'expérience accumulée, ni l'idée d'une transformation globale de la société.

- Parmi ceux-ci enfin, qui, ayant appartenu ou non à des groupements politiques de gauche et d'extrême-gauche, voient bien désormais que la critique d'un certain type d'organisation n'épuise pas à elle seule le problème de la définition de perspectives.

Bien sûr, toutes ces forces là ne vont pas comme ça, du jour au lendemain, se rassembler.

Mais que déjà la discussion s'engage, sans *a priori* ni exclusives... Que des initiatives se mènent sur le terrain, et pourquoi pas à l'occasion d'éventuelles législatives anticipées.

En bref, que se construise dans les mois à venir une dynamique, voilà l'objectif qu'il faut se fixer.

Avant d'engager la discussion, je donnerai mon sentiment sur une question. Comment se pose en terme d'organisation, la question de la nouvelle gauche ?

On aurait peut-être tort, à l'étape actuelle, de se polariser sur cette question. Un débat abstrait, ou pire un affrontement de principes, risquerait d'obscurcir la discussion sur le fond, sur le contenu de la démarche.

Mais, ce problème n'est pas forcément insoluble !

Entre une forme cartel, qui serait en dessous des convergences de fond qui ont commencé à se manifester, et une forme parti qui anticipe de toute façon sur le mouvement, des solutions souples, fédératives ou autres, ne pourraient-elles s'envisager ?

Mais de cela aussi, je crois qu'il faut discuter un moment.

AFGHANISTAN : L'URSS CONDAMNÉE A STOCKHOLM PAR LE TRIBUNAL PERMANENT DES PEUPLES

Le Tribunal Permanent des Peuples vient de se réunir à Stockholm, du 1^{er} au 5 mai, pour juger l'intervention soviétique en Afghanistan, l'invasion militaire massive de ce pays à partir de décembre 1979.

La sentence prononcée par les 14 juges, après trois jours d'auditions, en séances publiques, de témoins, de rapporteurs, d'experts, sur la base d'un dossier de 1 000 pages, et de longues heures de délibération à huis clos, caractérise l'action des Soviétiques comme une agression et exige le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan de façon à laisser le peuple afghan décider librement de son sort, sans ingérence extérieure.

DES mars 1981, un groupe de personnalités internationales avaient présenté une requête au Tribunal Permanent des Peuples en lui demandant qu'il se prononce, dans le cadre d'une session sur l'Afghanistan, sur les deux questions suivantes : « L'intervention soviétique en Afghanistan constitue-t-elle une agression, au sens du droit international, contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de l'Etat afghan et une atteinte aux droits nationaux fondamentaux du peuple afghan ? » « Y a-t-il, de la part des forces soviétiques en Afghanistan, violation des règles du droit humanitaire de la guerre, notamment en ce qui concerne le sort des populations civiles ? »

La sentence prononcée par le Tribunal, qui forme un document de 46 pages, établissant la façon systématique la véridique toute une série de faits et d'observations, et se référant à un très large arsenal de considérations juridiques, répond sans ambiguïté par l'affirmative à la première question. Sur ce point, le Tribunal considère non seule-

ment que « la pénétration et le maintien de troupes soviétiques sur le territoire afghan sont, au sens du droit international, une agression », mais également, que « le gouvernement de l'URSS s'est rendu coupable d'un crime contre la paix internationale, selon la qualification donnée à la guerre d'agression par les résolutions 3 314 et 2 625 de l'Assemblée Générale des Nations Unies ». Le Tribunal estime qu'« une telle agression donne lieu à responsabilité internationale », et que le gouvernement soviétique s'est aussi « rendu coupable de violation de l'article 5 de la Déclaration Universelle des droits des peuples, sur le droit à l'autodétermination du peuple afghan ».

Une commission spéciale d'enquête

Sur la deuxième question, la sentence indique que « considérant que le Tribunal a réuni des présomptions et même des commencements de preuve de manquements graves et répétés au

droit humanitaire de la guerre mais souhaite des informations plus amples et plus détaillées sur ces manquements, avant de se prononcer définitivement, (le Tribunal) institue une commission spéciale d'enquête avec mission de rassembler sur place et en d'autres lieux tous renseignements complémentaires, aussi détaillés que possible, sur les violations du droit humanitaire de la guerre, en Afghanistan, par les forces soviétiques et gouvernementales ». Cette réponse indique que le Tribunal Permanent des Peuples va statuer encore sur l'Afghanistan, dont le cas est jugé assez important pour ne pas avoir été épuisé par les travaux de Stockholm. Cette réponse témoigne aussi du sérieux des travaux effectués. En effet, si nombre de témoignages saisissants ont été fournis à Stockholm sur les crimes de

La participation française

En ce qui concerne la présence française à cette session du Tribunal, il faut noter, bien entendu, la participation en tant que juges, de Laurent Schwartz, par ailleurs président du MSRA, de Edmond Jouve, également membre du MSRA, de Léo Matarasso, ancien membre du PCF, et qui fut, en tant qu'avocat, un des défenseurs principaux de Henri Alleg, jadis militant en faveur de la cause du FLN algérien, devenu malheureusement aujourd'hui un zélé de la politique soviétique en Afghanistan. Participation également — pour représenter le MSRA — de Jean Freyss et de Jean-Paul Gay, par ailleurs co-auteurs avec Jean-Pierre Champagny, d'un rapport : « La pénétration soviétique en Afghanistan de 1978 à 1980, condition de la survie d'un régime sans assise populaire », un des rapports entendus par le Tribunal.

Il convient de souligner la participation durant toute la durée des travaux publics, en tant qu'observateurs, de représentants officiels de la CFDT, de la FEN, du PS. Ce fait particulier à la France témoigne des liens qui ont commencé à se nouer, pour la solidarité avec le peuple afghan, entre le MSRA et un certain nombre d'organisations politiques et syndicales de gauche, des liens prometteurs dans la perspective d'un développement du caractère de masse de la solidarité.

guerre soviétique, le Tribunal a estimé qu'il fallait procéder à un questionnement plus important que cela n'a pu être fait en trois jours, et qu'il fallait aussi rassembler des éléments supplémentaires. Cette décision fournit d'ailleurs une indication sur la teneur de l'ensemble des travaux.

De quoi gêner Moscou...

C'est ainsi que la caractérisation en termes d'agression n'a été nullement une simple formalité, une décision acquise a priori, mais le fruit de travaux qui donnent à cette caractérisation une solide base argumentaire, sans compter le poids que lui confèrent l'autorité morale et l'engagement traditionnel aux côtés des peuples en lutte pour leur libération, des « juges » réunis à Stockholm. Les Soviétiques ne s'y étaient d'ailleurs pas trompés puisqu'ils avaient jugé bon par exemple, de transmettre au Tribunal, par l'intermédiaire de l'une de leurs ambassades en Europe occidentale, un document présentant « les positions afghanes et soviétiques ». Ils pouvaient d'autant moins prendre à la légère la tenue d'un tel Tribunal que celui-ci, réuni par les juges, s'affirmait en filiation directe du Tribunal sur le Vietnam réuni jadis dans la même capitale. Et que cette session sur l'Afghanistan a bénéficié d'une bonne couverture par les médias de Suède (reportage de 5 à 10 minutes diffusé chaque soir dans le cadre du journal télévisé) et d'autres pays (exemple : la sentence du Tribunal fut retransmise aussitôt par la télévision ouest-allemande dans ses émissions à destination de l'Afghanistan) : toutes choses en contradiction avec les pressions exercées par l'URSS sur l'Europe du Nord. A noter aussi de ce point de vue le précédent que constituait la concentration pour la première fois en un point d'Europe, de plusieurs représentants de mouvements différents de la résistance afghane, qui furent « assaillis » par de nombreux journalistes et correspondants de presse.

De plus si le Tribunal Permanent des Peuples n'a pas de statut officiel au sein de la juridiction internationale, son influence n'en est pas moins importante. C'est ce que devait rappeler Vladimir Dedijer en prenant l'exemple de la session de novembre 1979, à Bruxelles, sur le Sahara occidental, qui avait contribué à faire avancer les positions du Front Polisario au sein de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine).

Une dizaine de rapports

L'audition d'une dizaine de rapports émanant pour nombre d'entre eux de spécialistes tels Micheline Centlivres, ethnologue, ou Michel Foucher, géographe, fut suivie, presque dans chaque cas d'un important questionnement des rapporteurs par les juges. Le Tribunal prit également connaissance d'une demi-douzaine de rapports dont les auteurs ne s'étaient pas déplacés, ainsi que d'une documentation audio-visuelle. Fred Halliday, collaborateur de la *New Left Review* (Revue de la Nouvelle Gauche, de langue anglaise) fut le seul rapporteur à tenter de présenter une certaine défense de la politique soviétique, une défense non appuyée sur des faits, mais sur un raisonnement qui se voulait « objectif ». Ainsi, Fred Halliday évoquera par exemple, « les progrès économiques rendus possibles et probables dans les régions contrôlées » (les régions échappant aux « rebelles) et « les violations du droit des gens commises par les moudjahidines, qui ne font pas de prisonniers soviétiques car il les tuent ». Les questions posées alors au rapporteur par Laurent Schwartz constitueront de fait une cinglante réplique, qui fut un des moments forts de ce Tribunal. Ainsi, Laurent Schwartz mit en évidence la nécessité de recentrer les faits par rapport à la question : y a-t-il ou non, et l'impossibilité de mettre sur le même plan l'agresseur et l'agressé. Il rappellera, par exemple, comment ayant pu être lui-même en désaccord avec telle ou telle pratique du FLN algérien, il se refusera toujours à en faire un quelconque justificatif d'une remise en cause du total bien-fondé de la lutte de libération nationale du peuple algérien et de la nécessaire solidarité dont elle devait bénéficier.

L'audition des témoins

Le souci du Tribunal se manifesta également dans l'audition des témoins afghans. Plus d'une vingtaine d'entre eux furent entendus et une forte proportion systématiquement questionnée. La présence de ces témoins donnait évidemment au Tribunal sa véritable dimension d'instrument au service des peuples dont les droits sont bafoués. De l'ancien représentant de l'Afghanistan à l'ONU, aux universitaires, ou magistrats de Kaboul, du vieux chef religieux exilé au



Mohammed Gorgaj Bauch brandit devant le Tribunal des échantillons de mines « anti-personnel ».

Pakistan, aux représentants de composantes différentes de la résistance intérieure : des visages très divers du peuple afghan étaient ainsi présents. Une diversité qu'était venu rappeler aussi Carlo Ripa di Meana, député socialiste italien au Parlement européen, dans son rapport au nom de la commission d'enquête envoyée au Pakistan et en Afghanistan par le Comité International de Solidarité avec la Résistance afghane. Le parlementaire italien, témoigna par exemple sur le ralliement à la résistance afghane d'intellectuels pourtant formés au cours des dernières années, dans des pays est-européens, dont la Bulgarie.

Les témoins afghans venus de l'intérieur sont aussi des acteurs privilégiés. Sous les applaudissements nourris de l'assistance, ils mirent en évidence la réalité du combat de tout un peuple contre l'agression étrangère, et le fait que dans les zones échappant au contrôle des Soviétiques et de Karmal, des liens de solidarité et un état d'esprit communautaire, prenant appui sur des habitudes, des réalités locales, se développent et contribuent à renforcer la résistance. Les interventions des témoins retinrent particulièrement l'attention du Tribunal et de la presse internationale présente, lorsque ceux-ci firent état de l'utilisation par les Soviétiques d'armes « anti-personnelles » et qu'ils présentèrent à l'appui de leurs dires des échantillons de mines. Celles-ci, semées, par voie aérienne, sur les sentiers empruntés tant par les combattants que par la population civile, sont recouvertes de matière plastique ; elles sont vertes dans les régions boisées et couleur de terre dans les régions désertiques, de manière à être confondues avec l'environnement. Ces mines éclatent dès qu'on pose le pied sur elles et entraînent des blessures graves, surtout aux jambes, dans une population qui se déplace essentiellement à pied. A la demande du Tribunal, un expert du ministère suédois de la défense nationale vint fournir tous les renseignements sur le fonctionnement de ces armes, dont l'origine soviétique était attestée par les caractères cyrilliques des inscriptions.

Les témoignages entendus, les faits rapportés et recoupés, les pièces à conviction rassemblées, les synthèses effectuées comme l'ensemble des travaux du Tribunal, constituent d'importants matériaux de référence pour mettre en défaut l'argumentation soviétique et pro-soviétique. Des matériaux qui pourront être largement utilisés par les comités de solidarité avec le peuple afghan qui s'organisent dans différents pays. Certains de ces comités étaient représentés à Stockholm. Avec leurs spécificités et un degré de développement très inégal, ils pourront néanmoins rechercher à l'avenir des formes concrètes de collaboration, dans la perspective d'un renforcement au plan international du soutien au peuple afghan et à sa résistance.



Une vue partielle de la tribune : de gauche à droite : R. Baumlin, E. Jouve, G. Wald, F. Rigaux, L. Matarasso, L. Schwartz, A. Roy, G. Tognoni (secrétaire général du Tribunal).

Un tribunal d'opinion

Le Tribunal Permanent des Peuples, qui vient de siéger à Stockholm, pour examiner le cas de l'Afghanistan, est l'héritier du Tribunal Russell I qui avait siégé pour la première fois, il y a 14 ans (mai 1967) également à Stockholm, sous la présidence de Jean-Paul Sartre. Il s'agissait alors de se prononcer sur l'agression américaine au Vietnam.

C'est après le Tribunal Russell II sur l'Amérique latine, qui fonctionna à Rome de 1973 à 1975, que son président, le

sénateur italien Lelio Basso, lança l'idée d'une institution permanente au service des peuples dont les droits sont bafoués. D'où la constitution en juin 1979, à Bologne, après le décès de son promoteur, du Tribunal Permanent des Peuples, s'inspirant de la Déclaration Universelle des droits des peuples proclamée à Alger le 4 juillet 1976.

Selon les statuts de ce Tribunal, les 56 membres qui le composent — et qui appartiennent actuellement à 29 pays —

« doivent jouir de la plus haute considération morale et réunir les conditions requises pour l'exercice de hautes fonctions judiciaires ou être des savants éminents, des juristes ou des personnalités politiques, religieuses ou morales possédant une compétence notoire ».

La saisine du Tribunal peut être effectuée par tout gouvernement, toute organisation internationale gouvernementale ou non gouvernementale, un mouvement de libération nationale, un groupe politique ou un syndicat ou un groupe de particuliers. Pour la session qui vient de se tenir sur l'Afghanistan, la requête avait été présentée par un important groupe de personnalités internationales (1).

Depuis sa constitution, le Tribunal a rendu six décisions : quatre sous la forme d'arrêt (Argentine, Philippines, El Salvador et dernière en date : l'Afghanistan), deux sous forme d'avis : Sahara occidental et Erythrée. La septième session, à Lisbonne, en juillet prochain, sera consacrée à Timor.

« Ce tribunal est un tribunal d'opinion. Il ne fait pas partie de la juridiction internationale. Mais, ne contribue-t-il pas à l'établissement de nouvelles relations internationales ? », devait souligner, en ouvrant la session

Le MSRA informe :

Le MSRA éditera prochainement, notamment dans le cadre d'un numéro spécial de son bulletin *Afghanistan en lutte*, les principaux documents de la session du Tribunal Permanent des Peuples sur l'Afghanistan.

Pour recevoir ces documents, pour tout contact : MSRA, 20 rue Pierre Brossolette, 93130 Noisy-le-Sec.

Témoins afghans

Parmi les Afghans présents à Stockholm, du 1^{er} au 5 mai, pour apporter leurs témoignages, certains étaient venus spécialement de l'intérieur de l'Afghanistan, et représentaient parfois des Fronts de résistance importants :

- Citons notamment :
- Mohammed Gafour Yossefzai, commandant du Front de Farkhan (à la frontière soviétique).
 - Mohammed Rahim Henar, membre de la Fédération des Fronts des Modjahedine islamiques.
 - Djamal, représentant du Front du Nouristan, commandant au Front du Sheenigar, la première région libérée.
 - Mohammed Sami, représentant du Front des Combattants Modjahedine d'Afghanistan.
 - Abdul Karim, du Front de Djagori, dans le sud du Hazaradjat. C'est au terme d'une marche de 12 jours qu'il a pu rejoindre Peshawar, au Pakistan, pour gagner ensuite Stockholm.

Parmi les autres témoins citons notamment :

- Vakeel Doost Mohammed Gorgaj Baluch, chef politique et religieux, de l'éthnie baloutche, ancien membre du Parlement afghan, exilé au Pakistan dès la période de Taraki ; Rahbar Abdul Qayoum, exilé en Europe, frère de Majid Kalakani, leader du SAMA, exécuté par les autorités de Kaboul en juin 1980 ; Abdul Samad Dorani, médecin et représentant de l'association des médecins afghans à Peshawar, A.R. Ghafourzai, représentant de l'Afghanistan à l'ONU, de la période de Taraki jusqu'au 21 février 1980 ; Atta Nourzai, professeur de droit à l'université de Kaboul jusqu'en août 1980, Walid Hokouki, ancien membre de la Cour suprême de Kaboul, interné sous Taraki-Amin à la prison de Pol-i-Charki, dans l'agglomération de Kaboul, et libéré au début de 1980, etc.

Les 14 juges de la session sur l'Afghanistan

Vladimir Dedijer, président d'honneur du Tribunal ; François Rigaux, professeur de droit international à l'Université Catholique de Louvain (Belgique), président du Tribunal ; Richard Baumlin, professeur de droit constitutionnel à l'Université de Berne, député au Parlement suisse ; Madjib Benchikh, professeur de droit international d'Algérie ; l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano ; le sociologue François Houtart de Belgique ; Edmond Jouve, de la Sorbonne ; Léo Matarasso, avocat ; Ernesto Melo Antunes, membre de l'ex-conseil de la Révolution du Portugal, un des leaders de la « Révolution des œillets » ; Sergio Mendez Arceo, évêque de Cuernavaca au Mexique ; Anjit Roy, économiste et journaliste indien ; Laurent Schwartz, de l'Académie des Sciences ; Salvatore Senese, magistrat italien ; Georges Wald, de Harvard, au Etats-Unis, prix Nobel de physiologie et de médecine.

sur l'Afghanistan, Vladimir Dedijer, historien yougoslave, qui fut longtemps un proche compagnon de Tito, dont il vient de rédiger une biographie publiée en cinq langues. « Notre légitimité, a-t-il souligné, est née et se nourrit de la lutte des peuples pour le droit de disposer d'eux-mêmes ». Evoquant l'originalité du Tribunal Permanent des Peuples, il soulignera notamment qu'à la différence de diverses instances juridiques internationales, telles la Cour de La Haye, le Tribunal Permanent se prononce après avoir entendu, et en la présence des représentants des peuples concernés.

Vladimir Dedijer a évoqué aussi la « profonde continuité » entre le Tribunal Russell I de 1967 et cette session sur l'Afghanistan. Une continuité qui se manifeste y compris physiquement puisque lui-même et Laurent Schwartz juges sur l'Afghanistan, étaient aussi partie prenante de Russell I, Laurent Schwartz étant alors co-président avec Sartre. L'ensemble des juges de la session sur l'Afghanistan sont par ailleurs connus pour la fermeté de leurs positions contre la politique des impérialismes occidentaux ou des dictatures que ceux-ci soutiennent de par le monde.

(1) Parmi les personnalités françaises : François Jacob, André Lwoff, Alfred Kastler, Jean Bruhat, Michel Leiris, Vladimir Jankélévitch, Hélène Parmelin, Edouard Pignon, Jean-Pierre Faye, Simone Signoret, Simone de Beauvoir, Claude Bourdet, Victor Leduc, Robert Chapuis. Personnalités étrangères : Artur London, Jiri Pelikan, Alberto Moravia, Leonardo Sciascia, Juan Goytisolo, Bibi Anderson, etc., etc.

QUESTIONS BASQUES

« Vers la non-dépendance, par ruptures successives »

Interview de Kepa, membre du comité exécutif d'EIA et d'Euskadiko Ezkerra

EIA (parti de la révolution basque), noyau de la coalition Euskadiko Ezkerra, constitue la deuxième force de la gauche abertzale (c'est-à-dire patriotique). Formée à partir d'une décision d'ETA politico-militaire, elle en a reçu jusqu' alors le soutien politique.

C'est à la suite de son appel, dans le sens d'une « détente de la vie politique », que cette organisation armée a déclaré la trêve qu'elle observe depuis les lendemains du coup d'Etat. Avec quelque 8 % des votants, et plusieurs parlementaires (notamment un député) elle dispose d'une certaine influence. Son évolution l'a conduit vers des positions souvent qualifiées « d'euro-communistes », ce qui ne serait pas renié par un bon nombre de ces militants. L'interview qui suit permet de mieux apprécier les perspectives de ce courant de l'opinion basque.

Un reportage de Frédéric FERRER

UNE question, est au centre des clivages politiques au Pays Basque, celle du statut d'autonomie. Vous avez pris en son temps position en faveur de son approbation, quel bilan faites-vous aujourd'hui de ses premiers pas ?

Il faut distinguer trois moments depuis l'approbation du statut d'autonomie le 25 octobre 1979.

Tout d'abord, l'UCD n'avait pas paru reconnaître dans les faits les droits reconnus par la lettre du statut et maintenait une attitude d'obstruction dans les négociations sur les transferts de compétence.

Cette attitude suscitait la réprobation des partis d'opposition mais un parti comme le PSOE maintiendra une attitude assez ambiguë, sur l'appartenance de la Navarre au pays Basque par exemple. Le PNV, lui, abandonnera le Parlement mais plus par paralysie, parce qu'il ne savait pas quoi faire, que par la volonté de s'opposer frontalement.

Finalement, c'est l'UCD qui cèdera dans cette épreuve, et elle se décidera fin 1980 à mettre un contenu au statut. C'est au terme de cette période que furent conclus les accords sur les finances de la communauté autonome et sur la « junte de sécurité ».

Depuis lors, ce sont produits une série d'événements qui mettent en évidence le retour en arrière de l'UCD. Dans cette nouvelle situation, PC et PSOE

choisissent de temporiser et adoptent en conséquence un langage plus centraliste. C'est maintenant une véritable artillerie idéologique espagnoliste...

► Plus précisément, vous avez approuvé ces statuts, vous comptez vous appuyer sur lui pour développer votre politique. Quels sont les points positifs et négatifs que vous en dégagerez ?

Ce statut n'est pas le meilleur possible, mais il permet l'institutionnalisation d'Euskadi, c'est un cadre politique qui permet une marche en avant.

Concrètement, il permettra d'intervenir dans des domaines aussi variés que l'enseignement, la santé, les relations de travail, l'économie. A notre avis, une loi du Parlement basque pourrait même rendre possible la libération des prisonniers basques qui est une revendication très ressentie ici. Les « *conciertos económicos* » doivent donner au gouvernement basque les moyens de mettre en œuvre sa politique. La politique autonome pourra jouer, je crois, un rôle positif dans le sens de désarmer ce qu'il y a de spécifique dans la violence au Pays Basque.

► Qu'entends-tu par là ? Qu'elle serait plus efficace contre ETA ?

Non certainement pas ! Pour nous la solution du conflit avec ETA n'est pas répressive, elle est politique et réside principalement

dans le développement des possibilités du statut.

Ce que je veux dire, c'est que, tant que les forces d'ordre public resteront centralisées, elles constitueront un noyau de conflit avec la société, du fait que cette police est composée de tortionnaires et d'assassins en puissance. La police autonome n'entrera pas dans cette dynamique.

Il s'agit d'une démocratisation de l'appareil d'Etat sans doute plus efficace contre ce qu'on appelle le « terrorisme ». Toutefois, avec le PNV au pouvoir, on peut craindre qu'elle prenne un certain caractère répressif, peut-être pas contre le terrorisme qui est de la compétence de l'Etat central, mais dans le domaine idéologique, face aux problèmes de la jeunesse, face à la drogue.

On ne sait comment cela évoluera, mais c'est un danger que nous devons affronter.

► Mais votre objectif, c'est l'indépendance, comment comptez-vous y parvenir ?

Oui, mais le thème de l'indépendance a été assez déformé.

Nous pensons que la marche vers la non-dépendance est un processus très complexe auquel participeront tout le peuple et les travailleurs d'Euskadi, dans l'unité. Nous ne croyons pas qu'il puisse y avoir dans un pays comme le nôtre un moment insurrectionnel classique. Ce ne sera pas un processus de rupture à un moment déterminé, mais plutôt de rupture en chaîne, qui sera lié à tout un processus européen. Avec l'entrée dans l'Europe, le rôle de l'Etat espagnol peut se dissoudre dans celui de la communauté. Notre tâche sera de renforcer le rôle de l'entité autonome.

► Mais ne penses-tu pas que ce processus est pour le moins compromis par la position de l'armée particulièrement depuis le coup d'Etat de Tejero ?

Il y a évidemment un rôle coercitif de l'Etat central qui est assuré par l'armée. Mais l'Etat joue aussi un rôle d'hégémonie idéologique sur la société. Même le franquisme a reposé sur un certain consensus, notamment dans les classes moyennes. Le statut n'a pu être conquis qu'avec l'unité de la grande majorité du peuple basque.

Tout processus devra compter avec le consensus de la société, de la grande majorité.

C'est le consensuel qui est important et c'est seulement par



la force du consensus que l'on peut affronter la coercition.

Or, un gros problème d'Euskadi-Sud, c'est l'existence de deux communautés. Dans les années 1950-1960, le fort développement économique a nécessité l'importation d'une main-d'œuvre nombreuse, notamment dans le grand Bilbao. D'où la formation d'une communauté d'immigrants venus des régimes pauvres de l'Espagne, dans laquelle l'idéologie nationaliste basque a peu pénétré et dont l'intégration est très difficile.

De ce point de vue, il faut être conscient des limites du nationalisme basque, qui, de par ses origines, comporte des aspects traditionalistes, mythiques, bourgeois réactionnaires et mêmes racistes.

Dans la mouvance des partis abertzale, même de gauche, on trouve aussi des gens qui veulent résoudre le chômage en ne donnant du travail qu'aux Basques.

Il y a beaucoup d'indépendantistes au Pays Basque, mais cette option n'est réellement présente que dans des secteurs strictement autochtones.

Pour nous, l'Andalou, le Galicien qui travaille, qui a sa famille ici, est aussi basque que les autres. Il y a là, un problème d'intégration très difficile qui complique fortement la question basque, avec d'autres problèmes difficiles, comme celui de la jeunesse, du chômage. Or, tout le monde ne les aborde pas avec

le sérieux qui convient. Au contraire le débat politique est souvent marqué par un degré assez élevé d'irrationalité.

► Comment a été reçu le coup d'Etat de Tejero par la gauche au Pays Basque ?

Cela a été une surprise pour tout le monde. Pour ETA militaire d'abord, qui prétendait que l'armée était toujours au pouvoir, dans ces conditions pourquoi un coup d'Etat ?

Pour nous, cela n'a pas été une surprise vraiment politique, mais nous ne pensions pas qu'il pouvait y avoir une tentative aussi sérieuse. Nous savions que l'armée était aussi éloignée de la société, mais nous ne la croyions pas aussi forte. Même le gouvernement a d'ailleurs été surpris.

Notre réaction s'efforce d'être la plus froide possible ; malgré l'importance de la pression de l'armée, nous maintenons nos positions, sans les radicaliser ni en rabattre. Et nous refusons de rentrer dans le jeu qui consiste à soutenir la politique du gouvernement contre celle de Tejero. On ne sait d'ailleurs pas aujourd'hui si c'est l'armée qui manipule le gouvernement ou l'inverse...

Aujourd'hui, c'est Calvo Sotelo qui est au pouvoir, et c'est lui que nous combattons, plus que Tejero.

QUESTIONS BASQUES

(3) Ruptures anciennes et nouvelles

Le silence qui, ce vendredi 8 mai, a figé les madrilènes de la place Puerta Del Sol, que nous a montré la télévision, hommage aux victimes-militaires du GRAPO et d'ETA, s'il s'est étendu sur l'Espagne, n'a pas atteint le Pays Basque ou la vie a suivi son cours.

Une nouvelle fois, les « provinces du nord » ont montré qu'elles vivent une autre réalité, une autre politique.

Par Frédéric FERRER

MEME le coup d'Etat du 23 février, pourtant si important apparaît, m'a dit un militant, « comme quelque chose de Madrid, dont on débat en fait assez peu », autre élément d'explication au fait que la tentative de Tejero n'ait pas connu ici de riposte massive dans la rue.

Par ses luttes ouvrières, par son opiniâtre résistance, le Pays Basque a été le fer de lance de la lutte contre Franco. Qui a connu cette population des jours de grève générale, mobilisée derrière les barricades, ou ces manifestations de joie dans les rues couvertes d'ikurrinas (1) ne peut qu'être surpris par l'Aberri Eguna 81 ; par exemple : assez peu de drapeaux dans les rues, des passants presque indifférents devant quelques centaines d'indépendantistes courus par la police sur la promenade de San Sebastian... Presque de la tiédeur, même si dans les moindres villages, les banderoles des partis « abertzale » (2) se déploient sur la grand-place, même si, une matinée durant, un calicot frappé du sigle ETA surplombera la route nationale, à la sortie de Durango, sans que personne songe à l'en retirer.

A cela bien des explications.

Normalité et désenchantement

Pour Antton Jaime, du PNV, c'est simple : « Ce pays a connu une inflation de manifestations. Malgré cela, en février, entre la mort de Ryan et celle d'Arregui, il y en a eu deux importantes la même semaine. Les gens en ont assez de descendre dans la rue, c'est un problème sociologique plus que politique ».

Cette aspiration à la « normalité » qui est celle du PNV, n'explique pas tout et le Pays Basque connaît un « désenchantement » non moins répandu que dans le reste de l'Espagne.

La jeunesse basque, sans dou-

te encore la plus politisée d'Espagne, a connu aussi la vogue des « pasotas », ces jeunes désabusés qui affectent de tourner en dérision tout ce qui vient les détourner de préoccupations individuelles. Repli sur soi poussé au paroxysme par la drogue qui fait ici des ravages. Aux abords de la place de la Constitution, au cœur du vieux San Sebastian, on vous propose toutes les variétés possibles, « surtout des drogues dures », m'a expliqué Manuel qui ajoute : « Il faut bien voir à qui profite la drogue en Euskadi ; ici, on trafique en paix, mais on ne peut pas manifester sans ramener une escouade de flics armés jusqu'aux dents... ».

Sans doute, mais au-delà de cette réalité, ce phénomène qui inquiète bien des militants, au point qu'ETA ait déclaré la guerre aux trafiquants de drogue, ne doit-il pas être rapporté aussi à une certaine inadéquation des idéaux proposés à la jeunesse basque ?

Des besoins nouveaux

Manuel, du Parti des Travailleurs, dont l'organisation a connu une grave crise s'interroge : « Les forces révolutionnaires classiques ont accordé beaucoup d'importance à la question économique, nous-mêmes avions organisé le Mouvement Unitaire des Chômeurs qui a eu un grand développement, on croyait que c'était le centre de la question. Mais c'est retombé, on se rend compte que ce sont des problèmes plutôt syndicaux. Et puis nous avons tellement voulu utiliser les institutions, les élections que ce sont elles qui nous ont utilisé. A la fin, bien peu de choses nous distinguait d'un parti réformiste. A côté de cela, nous avons négligé la question nationale qui est fondamentale au Pays Basque. Et puis des besoins culturels nouveaux sont apparus, des mouvements comme les objecteurs de conscience, les femmes qui ont joué un rôle

important, et qu'on n'avait jamais vu dans ce pays. Les aspirations des jeunes ne se formulent plus vraiment en termes économiques, on veut se développer comme personne, ne pas vivre toujours des obligations. Ce qu'on entend dire, ce sont des phrases comme : « Je veux être moi-même ». Certains se replient vers des solutions individuelles. Dans une société qui a une telle vie sociale, c'est significatif de quelque chose de nouveau et d'important, des questions auxquelles nous ne savons pas encore bien répondre ».

Quelle nouvelle unité ?

Entre une classe ouvrière massivement immigrée, qui vote socialiste mais ne fait pas grève sans le contrôle de l'assemblée des travailleurs, des autochtones majoritairement nationalistes et où pèsent fortement les couches moyennes, nouvelles et traditionnelles, un parti majoritaire, le PNV, clérical et volontiers passiste, mais l'opinion la plus démocratique et la plus progressiste d'Espagne, le chemin de la remobilisation du Pays Basque n'est déjà pas facile. Mais cette réflexion marque la profondeur des interrogations qui se développent dans ce pays aux multiples contradictions.

La gauche abertzale qui, avec Herri Batasuna, cherche à se structurer sous une forme « assemblée », est soucieuse de les prendre en compte, ce qui ne l'empêche pas d'être souvent considérée comme héritière du vieux nationalisme intransigeant — et réactionnaire — des premiers temps du PNV. La lutte d'ETA, n'est-elle pas de plus en plus comparée à une nouvelle guerre « carliste » ? (3)

La synthèse des aspirations si diverses qui coexistent dans cette société est certainement une condition pour toute avancée décisive du Peuple Basque. Elle ne pourra se faire sans affirmer une profonde rupture avec la vieille oppression que fait peser Madrid sur les « provinces du nord » et qui menace de s'apaiser encore plus.

1) Ikurrina : Drapeau basque
2) Abertzale : Patriotique
3) Guerre carliste : Les carlistes basques du 19^e siècle, en soutenant un prétendant traditionaliste, s'opposaient surtout à l'abolition des « fueros » ou droits ancestraux des provinces basques.

Interview d'Otelo de Carvalho

SUITE DE LA DERNIERE PAGE

mouvement des capitaines, le Mouvement des Forces Armées, en 1973. En quelques mois, ils ont provoqué une situation de confrontation avec le pouvoir dictatorial marcelliste, qui a abouti au 25 avril.

► Pouvez-vous nous expliquer quel était alors le projet du MFA, mis à part bien sûr le renversement du fascisme ?

C'est là, à mon avis, la chose la plus tragique de la révolution portugaise. La révolution portugaise a été déclenchée comme un « prononcement » militaire réalisé par de jeunes officiers, elle s'est immédiatement transformée, et c'est de notre responsabilité, en coup d'Etat militaire. Parce que la première image du coup d'Etat qu'a eue le peuple portugais, c'était un groupe de six officiers généraux de l'armée de terre, de l'armée de l'air et de la marine, le 26 avril, à la télévision. Au départ, il n'y avait qu'un seul objectif : abattre la dictature d'extrême-droite marcelliste, et lui substituer une démocratie parlementaire bourgeoise, selon les modèles de l'Europe occidentale. Là était l'objectif.

Evidemment, après le 25 avril, la révolution populaire, le mouvement révolutionnaire des masses a bouleversé tout ça, et nous ont amenés à penser que finalement, nous pouvions aller beaucoup plus loin. Et le Conseil de la Révolution, qui était apparu depuis le onze mars, a eu le courage d'annoncer, mais avec une certaine méconnaissance de ce que cela voulait dire, le caractère socialiste de la révolution portugaise. Mais au début, c'était seulement ça : l'installation d'un régime démocratique bourgeois.

► Comment pouvez-vous expliquer le lien qui existe entre le projet initial du MFA, et son évolution avec le rôle du mouvement de masse, l'action des masses populaires qui voulaient aller plus loin que le renversement du fascisme ?

Nous avons vu avec stupeur que les masses populaires étaient prêtes à aller beaucoup plus loin. Toutes les luttes des masses, les luttes des résidents dans les quartiers des grandes villes, dans les villages, les luttes des travailleurs dans les usines, nous ont démontré que quelque chose de plus fort pouvait être fait, pour donner au peuple de meilleures conditions et, même c'était peut-être un rêve, pour faire arriver les travailleurs au

pouvoir, faire conquérir le pouvoir par les travailleurs. C'est assurément l'énorme mouvement des masses qui a transformé notre idée de départ.

► Pouvez-vous nous expliquer comment s'est traduite, à l'intérieur du MFA l'influence du mouvement des masses et des différents partis politiques existant alors au Portugal ?

Je dis toujours que la chose la plus dramatique de la révolution portugaise, c'est qu'elle a été déclenchée et dirigée pour une bonne part, non pas par les travailleurs, mais par des éléments de la bourgeoisie. Il y a en effet une grande différence entre le fait d'être progressiste, et le fait d'être révolutionnaire. Un révolutionnaire, qui lutte pour une transformation radicale de la société, qui est prêt à sacrifier éventuellement sa vie pour la conquête du pouvoir par les travailleurs, est toujours un progressiste. Mais un progressiste n'est pas toujours un révolutionnaire. Or, les officiers du mouvement des capitaines et du Mouvement des Forces Armées étaient progressistes.

Avant le 25 avril, le MFA n'était pas un bloc homogène, il avait provisoirement un objectif commun. Pour cet objectif, les officiers, malgré leurs différences de pensée, étaient réunis. En faisant partie les spinolistes. Pourtant les officiers spinolistes étaient des gens de droite. Mais leur objectif était alors le même que celui de l'ensemble du Mouvement, abattre la dictature. Par contre, leur objectif à plus long terme était de faire du général Spínola le président de la république, avec tout le pouvoir dans ses mains. Ils croyaient que Spínola allait résoudre tous les problèmes. Et c'est pour cela qu'immédiatement après le 25 avril, nous avons eu une lutte de cinq mois, une lutte terrible, au sein des forces armées. Et cette lutte a abouti au 28 septembre, où les spinolistes ont été mis à l'écart du processus. Malheureusement ce n'était que provisoire.

La situation était un peu plus claire, mais le MFA n'était toujours pas un bloc homogène. Il y avait ce qui s'est révélé quelques mois plus tard sous le nom de « groupe des neuf », une gauche modérée de type social-démocrate. D'autres, au cours du processus révolutionnaire, se sont liés à l'idéologie du PC. Il y avait enfin une troisième tendance avec d'autres qui, comme moi, étaient très indépendants, et qui ont eu l'exemple du mouvement de masse. Ceux là ont eu une pratique

SUITE DE LA PAGE 14

révolutionnaire, du fait de leur contact permanent avec les travailleurs.

L'influence du mouvement de masse a donc bien été réelle à l'intérieur du MFA, à des degrés divers. Les hommes du « groupe des neuf », Melo Antunes et autres, ont vécu tout le processus jusqu'au 25 novembre, dans les bureaux, les cabinets. Ils avaient leurs réunions. Mais jamais ils ne sont allés parler, dialoguer avec les travailleurs. Ils ne se sont guère aperçus de la lutte des travailleurs, dans les usines contre les patrons... D'autres camarades, dont moi-même, dans les casernes de Lisbonne et de la banlieue, nous avons connu une situation bien différente, un dialogue permanent avec les travailleurs, les résidents pauvres... Le mouvement de masses a donc donné une perspective différente pour le groupe des neuf, pour Vasco Gonçalves, et pour moi-même. Et c'est pour cela qu'au sein du MFA progressiste, une fois les spinolistes éloignés du processus, se sont dessinées plusieurs perspectives idéologiques et politiques : la perspective social-démocrate, qui concernait la majorité des officiers progressistes du MFA, la perspective du PC, qui se voulait l'avant-garde organisée de la classe ouvrière portugaise, et la perspective révolutionnaire. Trois lignes différentes au sein du MFA.

Tout cela a donné lieu à des confrontations d'idées, de perspectives, en particulier pendant l'été chaud de 1975. Ces confrontations ont abouti à une sérieuse division du MFA, avant d'arriver au 25 novembre.

► Pourtant la majorité du peuple portugais faisait confiance au MFA. On se souvient de ce mot d'ordre « Povo-MFA ! »

Malheureusement, le Mouvement des Forces Armées, de sa naissance au 25 avril, n'a eu que huit mois de vie. Le mouvement, qui a commencé au mois de juillet 1973, sur des revendications seulement corporatistes, ne s'est transformé un peu, n'a pris des options politiques qu'à la fin de 1973. La question du 25 avril, la question du « pronunciamiento » militaire a été assumée par les camarades de la commission clandestine qui coordonnait le mouvement, seulement à la fin du mois de mars 1974, tout juste un mois avant le déclenchement du coup d'Etat du 25 avril.

Nous n'avons donc guère eu la possibilité de créer la consistance idéologique et politique correcte. La définition politique était absolument nulle, la connaissance réelle du pays était nulle. Au 25 avril, c'était donc un mouvement très hétérogène, avec des sentiments différents selon les membres du MFA, avec un seul objectif, qui était en fin de compte bien vague. Il n'y avait pas de ligne politique claire, ni de direction forte. Le MFA n'a pu créer le cadre correct pour discuter, il n'avait pas la vocation de diriger cette révolution populaire.

La chose la plus dramatique, c'est que cela a été une révolution populaire qui a commencé par un « pronunciamiento » militaire. Les masses populaires ont eu une confiance totale dans le Mouvement des Forces Armées, alors qu'au fond, le processus a été déclenché par une partie de la bourgeoisie, qui n'avait aucunement l'intention de transformer ce « pronunciamiento » militaire, cette révolution, en révolution socialiste. Les officiers des forces armées n'ont jamais envisagé d'ouvrir aux travailleurs le chemin du pouvoir. Jamais. Au contraire, quand la situation était telle que les travailleurs auraient pu éventuellement conquérir le



Une des caractéristiques de la Révolution des Oeillets en 1974 au Portugal : une grande confiance du peuple portugais envers le Mouvement des Forces Armées traduite par le mot d'ordre « Povo-MFA ! » souvent mis en avant.

pouvoir, les officiers progressistes du MFA ont tout fait pour freiner le processus, afin de ne pas perdre leurs privilèges de classe. Et ils ont fait le 25 novembre. En agitant le thème de l'anarchie, de l'isolement du pays dans le monde occidental...

► Avez-vous essayé de créer un nouveau type d'armée ?

Après le 25 avril, et surtout

après mon discours improvisé à l'occasion de ma nomination comme général de brigade pour le commandement de la région militaire de Lisbonne, la hiérarchie militaire était en chute libre. J'avais dénoncé les vieux généraux du régime en disant au nouveau chef d'état-major de l'armée de terre : « Tu as dit : nous les généraux, nous avons participé avec enthousiasme à ce mouvement, c'est avec joie que nous voyons les jeunes officiers faire ce mouvement, auxquels nous avons participé parce que pendant toute notre vie nous avons pensé à une affaire comme celle-ci... ». Je lui ai donc dit : « C'est possible, mais vous avez eu plus de quarante ans pour le faire, et vous ne l'avez jamais fait, parce que vous étiez complètement achetés par le pouvoir politique. C'est seulement le courage des jeunes capitaines, des jeunes entre 25 et 40 ans qui a fait cela ». Après cela, la hiérarchie militaire traditionnelle était évidemment en chute libre. Nous avons débarrassé les forces armées des vieux généraux du régime, pas tous mais la plupart. Mais nous n'avons pas eu le courage d'aller un peu loin. Par exemple de prendre et de détruire l'appareil d'Etat bourgeois, de détruire l'institution militaire traditionnelle pour créer par exemple une armée populaire, avec les armes dans les mains du peuple. Nous n'avons pas eu ce courage. Dans quelques casernes, par exemple le Ralis, nous avons fait des expériences nouvelles avec les soldats, pas avec les civils. Nous avons essayé de créer un nouveau type d'armée. Mais le 25 novembre a évidemment arrêté tout cela. Aussitôt, la discipline

rigide a été rétablie dans les casernes, de même que la hiérarchie traditionnelle. La bourgeoisie avait trop eu peur de voir les forces armées qui aurait dû défendre ses intérêts, se tourner contre elle.

► Nous avons surtout examiné ce qui s'était passé au sein du MFA. Mais plus globalement, que reste-t-il aujourd'hui, plusieurs années après de ce mouvement qui a suscité tant d'espoirs ?

Je crois qu'au-delà de la décolonisation, qui est peut-être la conquête la plus visible de toute la révolution, il reste une chose très importante : la transformation de la mentalité du peuple portugais. Ayant vécu 48 ans sous la botte du fascisme, le peuple portugais, ou en tout cas une grande partie du peuple, a aussitôt acquis une conscience de la liberté, de la dignité des travailleurs. Il y a eu d'autres conquêtes tangibles : ainsi les paysans de l'Alentejo ont occupé plus d'un million d'hectares, les résidents ont occupé des dizaines et des dizaines de maisons vides... Ces conquêtes ont beaucoup reculé, les travailleurs ont perdu Radio Renaissance, le journal *Republica*... Mais l'acquisition d'une conscience de classe, c'est peut-être la plus grande conquête des travailleurs portugais. Elle n'a pas disparu, même s'il existe aujourd'hui un désenchantement des travailleurs par rapport au processus révolutionnaire, aux promesses des partis politiques. Mais reste cette conscience de classe, et c'est très important.

Manifestation des commissions ouvrières et des commissions de locataires avec le COPCOM.



PORTUGAL : LES MILITAIRES ET LA REVOLUTION DES OEILLETS

Une interview exclusive d'Otelo de Carvalho

Pour la première fois en France, un président de la République de gauche vient d'être élu au suffrage universel. En Espagne, une démocratie bourgeoise prend difficilement la suite du franquisme, dans une situation encore travaillée par des oppositions violentes. Un peu plus loin, le Chili, le Portugal, ont posé et posent encore, le problème des conditions d'un changement de régime.

Certes, tout raisonnement par analogie est périlleux. Mais la situation que nous connaissons aujourd'hui incite effectivement à s'interroger sur des expériences concrètes plus ou moins récentes. C'est ce que nous faisons dans une certaine mesure, aujourd'hui, avec cette interview d'Otello de Carvalho, réalisée un peu avant le 10 mai.

Placé au cœur du problème par la Révolution des Oeillets au Portugal, puisque c'est lui qui a dirigé le renversement du régime fasciste, il peut par ce qu'il en a tiré, éclairer des questions importantes.

Propos recueillis par Monique CHERAN

LE 25 avril 1974, c'est une date qu'on n'oublie pas. Ce jour-là, le Mouvement des Forces Armées renversait le régime fasciste portugais. Aussitôt on assistait à un déferlement du mouvement de masses. La Révolution des Oeillets commençait, elle allait durer un an et demi. Beaucoup de militants en France ont eu un intérêt extrêmement vif pour cette révolution. Beaucoup se sont rendus au Portugal pour essayer de comprendre les événements qui s'y déroulaient. Aujourd'hui encore, plusieurs années après, des questions politiques importantes ne sont pas résolues concernant ces événements. Nous aimerions éclaircir quelques-

unes d'entre eux avec vous. La première question que nous voulons vous poser concerne évidemment le 25 avril : on se trouve devant le renversement d'un régime fasciste par un mouvement venant de l'armée elle-même. Comment se fait-il que ce mouvement soit venu de l'armée, car ce n'est pas habituel ?

Ce qui explique d'abord cette situation étrange, à savoir la naissance d'un mouvement progressiste dans une armée régulière, qui renverse un régime de droite pour établir un nouveau système, c'est la guerre coloniale. Treize ans de guerre coloniale ont donné peu à peu aux officiers des forces armées portugaises, une perspective absolument différente de celle qu'ils avaient au début de cette guerre coloniale.

Je me rappelle très bien qu'au début de cette guerre coloniale, en 1961, la perspective était très patriotique, chez les sergents et même chez les soldats. C'était pourtant des enfants du peuple, des ouvriers, des paysans, mais ils avaient comme perspective de défendre la terre natale, en considérant, sous l'effet de la propagande massive du fascisme, que l'Angola, le Mozambique, la Guinée et d'autres colonies, faisaient partie d'un tout indivisible, l'Empire portugais.

Mais treize ans, c'est un temps suffisamment long pour renverser complètement la situation, du point de vue politique. Les situations que nous avons vécues, nous tous, les officiers, les sergents, les soldats, pendant cette période, la lutte du peuple noir pour l'indépendance, la prise de conscience de la nature du régime politique du Portugal, pouvoir dominé par l'extrême-droite portugaise, tout cela a changé notre mentalité.



Otelo de Carvalho

Il y a d'autres facteurs. Ainsi, dans une guerre coloniale, pendant des jours et des jours, les officiers, les capitaines, les commandants, peuvent dormir avec les soldats à même la terre. Il y a évidemment des conversations, des dialogues. Et les officiers, qui avaient été enfermés pendant des dizaines d'années entre les murs des casernes, absolument coupés de la vie civile, ont eu ainsi la possibilité d'acquiescer une nouvelle mentalité. Ils ont pu rencontrer le monde extérieur aux casernes. L'influence de ces discussions avec les soldats, qui étaient des ouvriers, des paysans dans la vie civile, la transformation de la mentalité des soldats eux-mêmes, l'influence des officiers miliciens qui étaient des étudiants, des universitaires, et qui avaient par exemple une connaissance du marxisme, tout cela a contribué à créer une nouvelle mentalité.

Il a été ainsi possible qu'à l'intérieur des forces armées, se constitue un groupe de quelques centaines de jeunes officiers, de capitaines, de commandants surtout. Ce groupe a créé le

